no 23 du 19 janvier au 2 février 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 809

1978 : C'EST DECIDE ! Une seule campagne des marxistes leninistes !

7 pages de documents de l'accord PCRML-PCMLF



Les lecteurs ont la parole

Deux lecteurs d'Orléans nous ont écrit au sujet des articles parus dans le numéro 19 du bimensuel sur les petits commerçants. Ces deux lettres se recoupant, nous ne passerons, faute de place, que les extraits les plus significatifs du problème posé.

«Il n'y a pas à priori d'intérêts fondamentaux communs entre la classe ouvrière et cette classe-là (...) Les classes moyennes, dont font partie les petits commerçants, sont objectivement condamnées par l'histoire, à court terme (...) Défendre les intérêts de cette classe en justifiant et en soutenant le mouvement de protestation des petits commerçants ne constitue pas une analyse politique très judicieuse. Le summum est atteint dans l'article quand on présente la loi Royer comme un progrès social (...). Il n'est pas question de justifier l'État bourgeois, défenseur des grands monopoles qui attaquent les petits commerçants mais, en aucun cas, leur lutte n'est à placer sur le même plan que celle de la classe ouvrière. A l'heure actuelle, en France, une partie des petits commerçants, du fait de la concentration capitaliste, se prolétarise. C'est cet aspect que l'on doit retenir ; quant à l'autre partie (...), elle n'est pas, par sa situation sociale et ses aspirations idéologiques et politiques, du côté du socialisme. Elle n'a donc pas à être soutenue, mais, bien plus, elle a à être démasquée et combattue comme un support social de la réaction en France».

Face à son ennemi fondamental qui est le capital monopoleur, la classe ouvrière doit appliquer le principe *«unir ce qui peut être uni, neutraliser ce qui peut l'être»*. Tout comme la classe ouvrière, les petits commerçants ont comme ennemi le capital monopoleur ; c'est leur existence même qui est en jeu. La loi du capital est ainsi faite que les plus gros mangent les petits. L'avenir, à plus ou moins long terme, d'une très grande partie de ces couches de la petite et moyenne bourgeoisie, c'est la prolétarisation.

C'est cette perspective de prolétarisation qui représente le fondement d'une possibilité d'alliance anti-monopoliste.

C'est à la classe ouvrière qu'il appartient de s'unir avec ces couches qui se prolétarisent en leur montrant que la roue de l'histoire ne peut pas tourner à l'envers.

Si la petite paysannerie constitue l'alliée privilégiée de la classe ouvrière, la petite bourgeoisie commerçante, couche beaucoup plus inconséquente et fluctuante, ne doit pas pour autant être systématiquement abandonnée à l'ennemi.

Pour ce qui est de la loi Royer, à aucun moment l'article ne présente cette loi comme un progrès social. La Loi Royer est une concession démagogique que le pouvoir, au service des monopoles, a été contraint de lâcher face aux luttes répétées des petits commerçants de 1968 à 1973.

De cette loi, seules les mesures favorisant la surexploitation des jeunes apprentis ont d'ailleurs été réellement appliquées, celles qui auraient pu gêner les monopoles étant soigneusement gardées sous le coude dans la plupart des cas.

Disons-nous pour autant qu'il n'existe pas de contradictions entre la classe ouvrière et la couche que représentent les petits commerçants ? Absolument pas. Il existe des contradictions, et c'est justement sur ces contradictions que le capital monopoleur joue pour diviser et opposer différentes composantes du peuple, en rejetant notamment la hausse des prix sur le dos des boulangers.

C'est ainsi qu'il pratique toujours quand il sait que l'union des différentes masses populaires représenterait un réel danger pour lui ; on le voit alors opposer Français et immigrés, travailleurs manuels et intellectuels, des villes et des campagnes.

Encore une fois, c'est à la classe ouvrière qu'il revient de réaliser l'unité des forces populaires, mais cependant, pas n'importe comment. Le problème n'est pas, comme le font les révisionnistes, de s'aligner sur les positions de ces différentes couches pour des motifs électoralistes.

C'est sur ses propres bases, et sous sa direction, que la classe ouvrière doit, au contraire, les amener progressivement à prendre conscience que les intérêts du prolétariat représentent, en définitive, les intérêts du peuple tout entier et qu'en s'en libérant, la classe ouvrière libérera le monde entier.

ABONNEMENT SPECIAL

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages, tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement *pris entre le 15 janvier et le 15 mars.*

QUOTIDIEN SEUL

Pli ouvert

1 mois (22 Nos)	30 F
3 mois (66 Nos)	90 F
6 mois (132 Nos)	180 F

Pli fermé

1 mois (22Nos)	60 F
3 mois (66 Nos)	180 F
6 mois (132 Nos)	360 F

QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert

1 mois	35 F
3 mois	105 F
6 mois	210 F

Pli fermé

1 mois	70 F
3 mois	210 F
6 mois	420 F

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme.

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . Prénom . . . .

Adresse . . . .

Signature . . . .

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

La nécessité de porter à la connaissance de nos lecteurs l'ensemble des documents de l'accord entre le PCR (ml) et le PCMLF pour la bataille politique de 1978, nous a contraints à apporter certains bouleversements dans l'ordre de nos rubriques et à reporter, au prochain numéro, la suite de l'article sur la brochure «La théorie du président Mao sur les trois mondes». C'est ainsi que nous avons dû mettre une partie de la rubrique «politique intérieure» en pages 29, 30, 31. Nous sommes certains que nos lecteurs comprendront le caractère exceptionnel de ces mesures.



L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4e trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication* : Suzanne Marty.

Le programme électoral du gouvernement

Imaginez-vous qu'apparait le progrès social

Bien que la campagne électorale soit légalement ouverte à la mi-février, elle a officiellement débutée au lendemain du 1er janvier. Alors que la fausse gauche est plus divisée que jamais, le gouvernement cherche à en profiter (malgré ses propres divisions) en lançant à grands renforts de trompettes ses propositions, son «programme».

Le 5 janvier, Barre Premier ministre, participe au forum organisé par la revue patronale «L'expansion». Il serait, parait-il en train d'arriver à apprivoiser le monstre du chômage, celui de l'inflation ! Eh oui ! pour lui *«la partie peut être gagnée et elle est en voie de l'être»* ! Comment ? Le magicien Barre ressort toujours de son chapeau la même couleuvre, appelée austérité, qu'il voudrait faire avaler aux travailleurs. Il ressort toujours la même formule : serrez-vous la ceinture pendant cinq ans, et imaginez-vous qu'apparait le progrès social !

Les 6 et 7 février, c'était le séminaire gouvernemental de Rambouillet et le discours de Barre à Blois. Comme tout programme électoral, d'un parti bourgeois, celui du gouvernement ressemble avant tout à un catalogue de promesses (qui ne seront pas plus tenues que celle faites auparavant) et de vœux pieux tels que : *«construire une société qui associe la liberté, la responsabilité et la justice.»* Cela n'est autre que la version 1978 de *«Liberté, égalité, fraternité»* dont on ne sait que trop ce qu'elle recouvre dans la réalité.

Le catalogue gouvernemental, présenté sous le sigle : *«Les objectifs d'action pour les libertés et la justice»*, est rassemblé en quatre chapitres.

Le premier : *«Des citoyens libres et protégés»*... par les flics, tel celui qui a tué le 11 janvier, à Paris 15e, un jeune de 20 ans qui parait-il, tentait de voler une voiture.

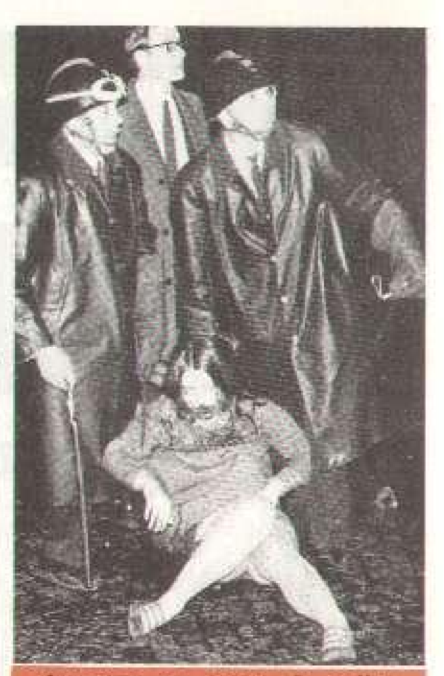
Le deuxième : *«Le progrès économique au service de l'emploi»*. En vérité, le seul progrès constant c'est la croissance du chômage et de la hausse des prix !

Le troisième : *«La solidarité au service de la justice sociale»* (!), il parle sans doute de la somme de *1 200 F par mois qui sera attribuée en 1980 aux personnes âgées !*

Le quatrième : *«Élever la qualité de la vie en France»* ! Ira-t-il jusqu'à promettre la suppression des accidents du travail ou les suicides de chômeurs?

Ces quatre chapitres comprennent trente objectifs d'action, comprenant eux-mêmes plusieurs points !

Mais il n'y a pas que des promesses, il y a aussi des mesures particulièrement réactionnaires.



Accroître les forces de police pour réprimer les travailleurs en lutte.

Prenons l'exemple de ce qui est appelé l'objectif No 6 intitulé : *«Accroître la sécurité des Français»*. Il y est dit : *«Les effectifs des differens corps qui veillent à la paix publique, forces de gendarmerie départementale et de police urbaine, seront augmentées de 10 000 unités au cours des cinq prochaines années»*. Ça, c'est une promesse qui sera tenue, et qui va satisfaire les dirigeants révisionnistes du PCF et leurs compères socialistes qui demandaient depuis si longtemps la multiplication des forces de répression. Voilà qui montre aussi que la bourgeoisie veut accentuer la répression contre les travailleurs pour leur faire avaler, par la force, l'austérité exigée par la classe ouvrière.

Barre n'oublie pas au passage de faire quelques cadeaux aux patrons. Bien entendu, le mythe du prétendu effort gouvernemental en direction de l'emploi des jeunes (main-d'œuvre sous-payée), fait partie du catalogue. De même, que l'extension du chômage partiel, camouflée sous l'appellation *«le travail à temps partiel sera facilité et développé»*. Ces deux mesures permettent de faire croire que le nombre de chômeurs diminue.

Tous les programmes capitalistes se ressemblent. On ne peut jamais rien en attendre de bon. Tout ce qui a été acquis par les masses travailleuses l'a toujours été par la lutte de classe et c'est la seule voie — classe contre classe — classe ouvrière contre classe bourgeoise, qui est la bonne.

SL

Raymond Barre, dans son tour de passe-passe : «Je vois pour dans cinq ans la diminution du chômage».



Une bonne nouvelle

C'est décidé ! Il n'y aura qu'une seule campagne des marxistes-léninistes au cours de la bataille politique de 1978. Ainsi en ont convenu les délégations du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui se sont rencontrées plusieurs fois ces dernières semaines pour parvenir enfin à un accord le 10 janvier 1978. Il s'agit là d'un événement extrêmement réjouissant, d'autant plus que nous avons appris de bonne source que c'est dans une atmosphère de franche camaraderie et de profond désir d'unité que se sont tenues les discussions. C'est qu'en effet le contenu de l'accord réalisé entre les deux organisations est loin de se limiter à quelque convention purement électorale. Il aurait été possible de s'entendre simplement pour ne présenter qu'un candidat marxiste-léniniste dans les circonscriptions choisies et de se soutenir mutuellement. Mais de l'avis des deux organisations, cela n'aurait pas été satisfaisant. Il fallait aller plus loin et engager une véritable campagne commune tout en présentant une seule liste partout, sur une plate-forme, soutenue par une action unique du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Pourquoi cela ?

Fondamentalement parce que l'un et l'autre parti, se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, savent parfaitement que la classe ouvrière et tous les travailleurs révolutionnaires ne comprennent pas la division actuelle des marxistes-léninistes et leur enjoignent à juste titre de s'unir. Affrontés à l'exploitation quotidienne dans l'entreprise capitaliste ainsi qu'au sale travail de sape des luttes mené par la direction du PCF, les ouvriers sont les premiers à comprendre l'urgente nécessité de l'union de classe et à plus forte raison d'une unique organisation révolutionnaire prolétarienne. Au contraire les ennemis capitalistes, les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes russes sont eux tout à fait satisfaits de voir les forces marxistes léninistes désunies. A cet égard un travailleur lorrain, vieux militant communiste qui a rejoint il n'y a pas longtemps le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) a rapporté que, lorqu'il a voulu quitter le PCF pour rejoindre les marxistes-léninistes, les responsables révisionnistes se sont moqués de lui en lui disant : *«Les marxistes-léninistes ? Mais lesquels ? Ils sont des centaines d'organisations !»* Et ce travailleur a ajouté, avec une joie visible, que là-bas, en Lorraine, les révisionnistes allaient faire une drôle de tête en voyant les organisations marxistes-léninistes unies.

Cette anecdote montre à quel point les marxistes-léninistes doivent envisager le problème de leur unité en le plaçant à l'échelle de la société française toute entière et non au niveau de simples rapports entre deux groupes : cela permet, à condition de s'en tenir aux principes, de renforcer l'unité et de surmonter bien des divergences, certaines n'étant parfois même que des différences d'appréciations.

C'est en envisageant les problèmes sous cet angle que le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et le Parti communiste marxiste-léniniste de France ont placé leur accord dans le cadre du processus d'unification des marxistes-léninistes dans un parti unique. Mais bien entendu les marxistes-léninistes n'ont pas pour but de rassembler leurs seules forces et leurs seuls symphatisants. Ce qu'ils veulent c'est unir tout ce qui peut être uni dans la lutte contre le capital monopoleur et les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS : c'est pour cette raison qu'ils ont élaboré une plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Celle-ci est proposée comme base de rassemblement aux travailleurs, de plus en plus nombreux dans notre pays, qui désirent s'opposer, tant aux partis de la droite qu'à ceux de la fausse gauche, car ce qu'il faut, c'est soutenir les luttes ouvrières et populaires, et instaurer en France une véritable société socialiste.

Tout en travaillant à rassembler des forces sur une telle base, les marxistes-léninistes expliqueront dans leur propagande de parti la nécessité du combat de classe au pied à pied contre la bourgeoisie, la nécessité inévitable d'une révolution de masse qui détruise totalement l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et la nécessité d'une véritable dictature de classe prolétarienne sur les exploiteurs, pour établir la démocratie la plus large pour le peuple.

Ils expliqueront également le caractère inéluctable d'une guerre impérialiste entre les États-Unis et l'Union soviétique et la nécessité, pour les forces ouvrières et populaires, de se préparer sérieusement à défendre l'indépendance nationale.

Telle est désormais l'orientation de notre campagne, une campagne que nous voulons mener avec ardeur, dynamisme et détermination.

VIVE L'UNITÉ D'ACTION DES MARXISTES-LÉNINISTES !

VIVE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE !

Henri JOUR

La bataille politique de 1978

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE FRANCE ET PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (MARXISTE LENINISTE)

Ensemble

Deux délégations du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France se sont rencontrées en vue d'aboutir à un accord à l'occasion des élections législatives de 1978 et sont parvenues à l'accord suivant :

1o) Les deux organisations publient une déclaration fixant leur attitude commune pour la bataille politique de 1978. Le fait d'engager cette campagne commune manifeste la volonté d'avancer dans le processus d'unification des marxistes-léninistes.

2o) Cette déclaration est signée du PCR (ml) et du PCMLF. Il est bien évident que cette dernière disposition ne saurait être considérée comme quelque changement de position que ce soit de la part du PCR (ml) sur l'appréciation des événements de 1970.

3o) Les deux organisations appellent les travailleurs à se rassembler sur une base anticapitaliste et anti-révisionniste, en vue de créer le front le plus large possible contre la bourgeoisie de droite et de gauche. Ceci sur la base d'une plate-forme politique dont l'orientation essentielle a été déterminée.

4o) Cette plate-forme est présentée sous le sigle «Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne».

5o) Il apparaitra dans les professions de foi que les candidats, présentés au nom de l'«Union ouvrière et paysannne pour la démocratie prolétarienne», bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

6o) Les deux partis s'engagent à tout mettre en œuvre pour organiser les travailleurs autour de cette plate-forme en impulsant un Comité d'initiative national et en créant partout où c'est possible des comités locaux.

7o) Les deux organisations établiront des contacts à tous les niveaux durant la campagne électorale en vue de prendre toute initiative jugée nécessaire.

8o) Dans les circonscriptions où ne se présenteront pas de candidats de l'«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne», les deux organisations examineront ensemble au niveau central la possibilité de soutenir des candidats qui ne se désisteront pas pour un des partis bourgeois de droite ou de gauche au second tour.

Ensemble, au cours de la manifestation, à Paris, le 19 mars, pour commémorer le 106e anniversaire de la Commune de Paris



9o) L'ensemble de ces dispositions est applicable nationalement par les deux organisations.

10o) Les deux partis ont adopté la déclaration suivante :

«La France connait aujourd'hui la crise la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une fois de plus, ce sont la classe ouvrière et les masses populaires qui paient le poids de la crise : ce sont elles qui subissent le chômage massif et prolongé ; ce sont elles qui sont atteintes dans leur niveau de vie par le blocage des salaires et l'augmentation des prix, ce sont elles également qui, chaque jour, sont atteintes dans leur droit à la santé et à la sécurité, ce sont elles qui subissent les dégradations des conditions de vie quotidienne (logement, transport, pollution, etc.). Sur le plan politique, les droits légitimes des travailleurs sont régulièrement bafoués : la police est envoyée contre les travailleurs qui refusent, par exemple, leurs licenciements. Alors que les assassins d'ouvriers français ou immigrés sont laissés dans l'impunité, comme les assassins de l'ouvrier rémois Pierre Maitre, qui ont immédiatement été libérés.

Tout cela n'est qu'un aperçu de l'exploitation et de l'oppression quotidiennes que connaissent bien les ouvriers, les petits paysans, les employés et autres travailleurs de notre pays.

A cela, il faut ajouter que ceux qui prétendent représenter le peuple de France oppriment aujourd'hui des peuples du tiers monde pour le compte des capitalistes et mènent même une guerre au Sahara occidental.

Le mécontentement dans notre pays est très grand et toutes les forces politiques le savent. Mais derrière les mots, il faut voir ce qu'offrent les partis de la majorité au pouvoir comme ceux de l'opposion, dite de gauche. En ce qui concerne Giscard-Barre, ils visent à faire peser toujours plus le poids de la crise capitaliste sur la classe ouvrière et le peuple. Barre a annoncé encore deux ans d'austérité ! Pour Chirac, la démagogie a bien du mal à dissimuler sa volonté de mettre le pays au pas en ayant recours à la manière forte, encore une fois dans le cadre de la défense des exploiteurs.

Quant aux partis de gauche qui cherchent à faire oublier que tous ont participé dans le passé au gouvernement sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal, leurs prétendues solutions ne sont que de belles paroles dans le mesure où, en réalité, ils ne remettent nullement en cause le système capitaliste.

Leurs promesses ne sont qu'un moyen de faire patienter les travailleurs qui en ont assez de ce système. En fait, ces partis défendent les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. Le PCF a même un projet capitaliste bureaucratique d'État qui lui est propre. Sa réalisation ne pourrait réserver aux travailleurs qu'une situation comparable à celle des travailleurs de l'Union soviétique et d'autres pays de l'Est qui subissent l'oppression capitaliste et la pire répression.

C'est pourquoi les marxiste-léninistes refusent la voie des trotskistes qui se présentent en révolutionnaires pour finalement appeler à voter pour les partis de l'Union de la gauche. C'est pourquoi nous nous proposons de rassembler, sur la base des intérêts de classe du prolétariat, les ouvriers, les masses populaires, tous ceux qui sont prêts à lutter pour imposer les légitimes revendications ouvrières et populaires, qui sont prêts à lutter contre le système et l'exploitation capitalistes, contre le pouvoir en place, contre les partis de droite et contre les partis de gauche qui ne cherchent qu'à utiliser les travailleurs comme masse de manœuvre pour leurs ambitions. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent les travailleurs à se rassembler en vue de créer le front le plus large contre la bourgeoisie de droite et de gauche. C'est pourquoi les marxistes-léninistes appellent à se battre pour l'indépendance des syndicats par rapport aux partis bourgeois.

Une autre tâche que se fixent les marxistes-léninistes dans cette campagne, c'est combattre les préparatifs de guerre des deux superpuissances qui cachent leur rivalité pour l'hégémonie derrière des belles paroles sur la détente, en particulier le social-impérialisme soviétique. Les marxistes-léninistes dénoncent ceux qui, à droite ou à gauche, de Giscard à Marchais, entretiennent les illusions sur la détente et compromettent l'indépendance de notre pays, en désarmant la vigilance de notre peuple contre les menaces de guerre.

C'est un devoir que se font les marxiste-léninistes dans cette campagne de contribuer de toutes leurs forces à l'unité de notre peuple avec les peuples des pays du tiers monde en lutte contre les superpuissances, l'impérialisme et la réaction.

Les marxistes-léninistes considèrent qu'il n'y aura pas de solution radicale et durable à l'exploitation et à l'oppression des travailleurs de notre pays, sans prise du pouvoir central par la classe ouvrière, sans destruction des forces d'oppression et de répression de l'État, sans révolution socialiste. Une telle révolution passe par l'organisation dans un parti communiste unique authentiquement marxiste-léniniste des ouvriers avancés et des éléments véritablement révolutionnaires de notre peuple.

Aussi les deux partis renforceront à l'occasion de la bataille politique de 1978 l'unité d'action en vue d'avancer dans la voie d'un tel parti.

Dans la campagne électorale, ils soutiendront les candidats présentés par l'*«Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne»*.

APPEL

Du Comité d'initiative national de L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne



Ainsi que l'annonce la déclaration commune du Parti communiste révolutionnaire (marxiste -léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France, les deux partis ont décidé de soutenir, à l'occasion des élections législatives, des listes uniques présentées sur une plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Les deux partis appellent tous les travailleurs, d'accord avec l'orientation de cette plate-forme, à soutenir le plus activement possible les candidats de l'Union. Pour impulser un tel rassemblement, s'est d'ores et déjà constitué un Comité d'initiative national qui comprend des militants ouvriers et paysans, des militants représentatifs de luttes de masse, ainsi que des militants marxistes-léninistes connus. Nous présentons ici la plate-forme d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, communiquée à la presse le mercredi 18 janvier à 15 heures.



Dans quelques semaines, les élections législatives vont se dérouler en France, comme tous les cinq ans, ou presque. Mais cette fois, tout le monde sait bien qu'elles auront une importance particulière. Non pas qu'avec des élections, on puisse changer de système ; à un moment ou à un autre, tous les partis de droite ou de gauche ont participé au gouvernement après avoir gagné ou perdu les élections et cela sans que le capitalisme ne s'en porte plus mal. Mais aujourd'hui, notre pays est plongé dans la crise la plus grave depuis la guerre, et à la veille de ces élections, il apparait avec plus de netteté encore qu'auparavant, que ce système a fait son temps :

Toutes les couches du peuple sont frappées

– C'est le chômage, massif, prolongé, qui ne cesse d'augmenter ! Tous les truquages gouvernementaux ne peuvent cacher qu'il y a dans ce pays un million six cent mille chômeurs !

La réalité, ce sont les jeunes sans perspectives d'emploi au sortir de l'école, les femmes systématiquement encouragés à rester au foyer, les travailleurs plus âgés licenciés en priorité et les immigrés pourchassés par les mesures scélérates de Stoléru.

Toutes les couches du peuple sont frappées, des dizaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue par des trusts de la sidérurgie ou du textile, des centaines de milliers de paysans chassés de leur terre.

– Ce sont les salaires qui sont bloqués depuis plus d'un an alors que les prix montent sans cesse. Les derniers chiffres publics du gouvernement indiquent même que c'est six millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 F par mois, et neuf millions moins de 2 500 F !

– C'est le droit à la santé et à la sécurité dans le travail qui ne fait que se dégrader. Chaque jour, la course au profit des capitalistes assassine à l'usine ou au chantier treize travailleurs. Chaque année, c'est un million au moins d'accidents du travail qui sont recensés. Chaque année, encore des milliers de travailleurs meurent victimes de maladies professionnelles qui ne sont même pas reconnues par les capitalistes.

– C'est le cadre de vie qui ne cesse de se détériorer.

Ce sont les temps de transport interminables, les logements exigus. Ce sont les pollutions de toute sorte, sécrétées par le capitalisme.

Ce sont même les projets irresponsables en matière nucléaire du gouvernement, qui se mettent en place au mépris de la sécurité de centaines de milliers de personnes.

– Ce sont les libertés politiques qui sont menacées.

L'inculpation de responsables grévistes, les attaques policières contre les usines occupées, les crimes racistes, la répression des manifestations, comme par exemple à Malville, et l'expulsion de réfugiés politiques se sont multipliés ces derniers mois. La récente et scandaleuse collaboration avec la police et la justice de Schmidt est de menaces plus graves encore.



Une politique extérieure discréditée

– Dans le monde, la politique de la France capitaliste est de plus en plus discréditée.

Elle se manifeste par des concessions importantes aux deux superpuissances, USA et URSS, qui se disputent pour mettre la main sur l'Europe et font courir un grave danger à la paix mondiale, et par la participation à la soi-disant détente prônée par Brejnev. Elle se manifeste également par des aventures agressives, comme dernièrement au Sahara occidental et par le maintien de la domination coloniale sur les prétendus Dom-Tom. Elle refuse enfin, de prendre en considé-rtion les justes revendications des pays ration les justes revendications des pays du tiers monde qui s'unissent pour disposer de leurs richesses naturelles et édifier une économie indépendante.

La faillite de la droite

Voilà, tant au niveau de la France que du monde, les résultats de la politique de Giscard, de Chirac, et de Barre. Ces politiciens réactionnaires font porter tout le poids de la crise à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Leur faillite est si évidente que Giscard et Chirac en viennent à se disputer ouvertement et se renvoient la responsabilité des échecs retentissants de la politique de la droite.



Manifestation commune du PCR (ml) et des communistes marxistes-léninistes de France contre la venue de Brejnev en France, à Paris le 18 juin.

Pour Chirac, les choses sont claires : il faut ouvertement faire campagne sur le thème de l'ordre, de l'obéissance aux autorités ; cherchant à rassembler tout ce que ce pays rassemble de plus réactionnaire et de plus conservateur, il met sur pied avec le RPR une machine de guerre contre le mouvement ouvrier et populaire.

Pour Giscard, c'est la répression du mouvement de masse combinée à la démagogie la plus creuse. Projetant une alliance entre les siens et les dirigeants du PS, il rêve d'imposer demain l'austérité aux travailleurs en profitant de l'influence électorale retrouvée du parti de Mitterrand.

PS-PC : des partis bourgeois

A gauche, les politiciens bourgeois, Mitterrand, Fabre, Marchais ont tenté de tromper les travailleurs et de répandre des illusions avec leur Union de la gauche et leur défunt programme commun de gouvernement.

Contrairement à ce que disent les dirigeants du PCF, Mitterrand n'a pas viré à droite : il a toujours été à droite. Les Mitterrand et les Rocard, les Defferre et les Mauroy ont déjà annoncé la couleur : le plan Rocard, c'est le plan Barre, plus quelques nationalisations. Et ils sont prêts demain, pour arriver au pouvoir, à utiliser le soutien du PCF et à s'entendre avec Giscard. C'est ainsi qu'ont toujours pratiqué les dirigeants socialistes.

Quant aux dirigeants du PCF, s'ils découvrent bien tard que le Parti socialiste est un parti bourgeois, s'ils poussent les hauts cris sur le virage à droite de Mitterrand, ce n'est pas sans arrière-pensées. Qui pourrait faire confiance à Marchais, qui s'égosillait, il y a trois ans, pour appeler à une Union du peuple de France, avec pêle-mêle les petits et moyens patrons, les cadres les hauts fonctionnaires, les gaullistes et autres républicains de progrès et qui fait passer aujourd'hui le PCF pour le parti des pauvres, pour le défenseur de la classe ouvrière ? Qui ne s'inquiéterait de ses conversions brutales à l'autogestion, du bouleversement total, à six mois des élections, de sa politique de défense ? La vérité, c'est que le PCF change si vite qu'il reste toujours le même, car l'essentiel, pour lui, ce n'est pas ce qu'il dit à un moment ou à un autre, mais de parvenir au pouvoir.

S'il a cassé l'Union de la gauche,





c'est parce qu'il ne veut pas se contenter de fournir l'appoint à un gouvernement dirigé par le Parti socialiste, alors que le développement de la crise lui permet d'exiger davantage.

Des conséquences très dangereuses

Ce qu'il veut, comme il le dit lui-même, c'est l'établissement d'un capitalisme d'État. C'est à dire :

— Une très large extension du secteur nationalisé, poussée à un point tel, que le contrôle de l'économie soit assuré à partir de ce secteur. Mais les nationalisations ne changent pas la nature capitaliste de l'économie, la course au profit, l'exploitation des travailleurs. Elles remplacent simplement les capitalistes privés par des hommes de confiance du pouvoir en place, des cadres et des fonctionnaires. Les travailleurs de Renault, les mineurs de charbon sont-ils aujourd'hui des privilégiés parce que leurs entreprises sont nationalisées ? Ne subissent-ils pas, comme tous les travailleurs, la même exploitation et la même oppression capitalistes ?

— Une pression accrue sur les travailleurs pour qu'ils renoncent à la lutte, une incitation constante à produire davantage, un appel de tous les moments à faire des sacrifices pour aider l'économie capitaliste à sortir de la crise.

— Un détournement systématique de la démocratie que revendiquent les dirigeants du PCF dans leurs mots d'ordre trompeurs sur les libertés. En fait, l'instauration du capitalisme bureaucratique d'État envisagée par le PCF, c'est la confusion totale entre l'État et le parti, entre les hauts fonctionnaires et ses permanents, les dirigeants des entreprises nationalisées et ses propres hommes, les syndicats qu'il contrôle et la maîtrise à l'usine. N'y a-t-il pas l'amorce d'un tel processus depuis des années dans les municipalités PCF, dans les syndicats qu'il dirige ? Mais ses effets seraient infiniment plus graves si le PCF n'était plus un parti d'opposition, en rivalité avec les partis de droite, mais le parti du pouvoir, s'il n'avait plus pour fonction de s'appuyer de temps à autres sur les aspirations des travailleurs pour mieux briser leurs luttes quand elles dérangent ses projets, mais bien de diriger un État capitaliste en crise. L'encadrement systématique des travailleurs viendrait alors s'ajouter à toutes les forces actuelles de répression par le pouvoir d'État... Qu'avons-nous à gagner d'un tel capitalisme étatisé, bureaucratisé, policier ?

Un renforcement des relations avec les pays d'Europe de l'Est, avec l'Union soviétique des hôpitaux psychiatriques et de la misère, avec la Tchécoslovaquie qui souffre sous la botte russe, avec la Pologne où l'on tire sur les ouvriers en grève.

Mais pour réaliser leur projet de capitalisme bureaucratique d'État, les dirigeants du PCF se débattent dans une contradiction insoluble : ils cherchent à gagner des cadres et bureaucrates avides d'étendre leur pouvoir sans perdre d'influence chez les travailleurs. Mais leurs résultats électoraux n'augmentent guère, et Marchais ne peut se résoudre à enregistrer l'avance qu'a prise sur lui le parti de Mittterrand, un parti qu'il a fait renaître de ses cendres.

Forts d'une organisation plus solide et plus nombreuse, à la tête de l'organisation syndicale la plus importante, les dirigeants du PCF ne vont-ils pas tout faire pour déborder leurs alliés socialistes, mettant à profit l'incapacité de ces derniers à satisfaire en quoi que ce soit les légitimes revendications des travailleurs ?

Ne s'y prépare-t-il pas dès maintenant en le mettant systématiquement en accusation ? Car si le PCF a détruit la fiction d'une Union de la gauche, avec laquelle il a trompé des années durant les travailleurs, pour laquelle il les a contraints à renoncer à la lutte contre la politique d'austérité de Giscard-Chirac-Barre, il n'a pas renoncé, loin de là, à participer au gouvernement en cas de victoire électorale des partis de gauche.

Comment pourrait-il laisser passer l'occasion presque inespérée il y a dix ans et qui n'est pas prête de se représenter d'aussitôt s'il la néglige aujourd'hui, de prendre en mains, à partir du gouvernement, des leviers de commande essentiels, pour faire avancer son projet de capitalisme bureaucratique d'État en utilisant les organisations de masse qu'il contrôle.

Hors le fait que cette politque n'apporterait rien d'essentiel aux travailleurs, et surtout pas le pouvoir, elle verrait à coup sûr se déchaîner la riposte des capitalistes peu enclins à se voir déposséder de quelques-uns de leurs privilèges et des forces réactionnaires que Chirac rassemble déjà dans son sillage.



S'organiser indépendamment des partis de droite et de gauche

Face à ces dangers ouverts en 1978, que faire ? Comment s'organiser ?



Toutes les couches du peuple se dressent dans la lutte. Sur notre photo : une manifestation en Corse.

Déjà, depuis de longs mois, des travailleurs, notamment dans leurs luttes, ont marqué leur volonté de rompre avec l'isolement, les diversions, l'émiettement entretenus par les partis de gauche. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que, quels que soient les partis qui l'emportent aux prochaines élections, il faut avant tout compter sur ses propres forces pour imposer leurs revendications élaborées par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs luttes, dans leurs actions.

Aujourd'hui, dans de nombreuses usines, des ouvriers, des syndicalistes veulent débattre sans entrave de la situation politique, des perspectives de lutte et de la riposte à apporter à la crise.

Aujourd'hui, les chômeurs exigent le droit au travail, mais savent qu'ils ne pourront seuls imposer l'embauche.

Aujourd'hui, des petits paysans marquent une méfiance accentuée face aux manœuvres des partis de droite ou de gauche et exigent des moyens décents pour vivre.

Aujourd'hui, dans leurs mouvements, les femmes formulent des revendications, des droits dont la satisfaction ne pourra être obtenue que par la force d'un large rassemblement de masse.

Aujourd'hui, dénonçant les méfaits du capitalisme sur l'environnement, des écologistes refusent de s'en remettre aux partis traditionnels pour organiser l'action contre la dégradation du cadre de vie.

Voilà qui montre l'aspiration grandissante dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays de s'organiser en une force unique, indépendante des partis de droite et de gauche. Sans la constitution progressive de cette force unique, chaque mouvement isolé rencontrera des limites et ne pourra imposer à lui seul la satisfaction des revendications populaires.

Il est possible et nécessaire d'engager la constitution de cette force.

— Construire une force capable d'imposer les véritables revendications populaires, issues des luttes de la



classe ouvrière et des luttes du peuple.

— Construire une force capable de s'opposer aux tentatives de récupération des partis de gauche, qui chercheront à utiliser le mouvement de masse pour leurs propres projets.

— Construire une force dans laquelle s'unissent progressivement les mouvements de lutte qui ne manqueront pas de se développer au cours de 1978, et d'éviter ainsi dispersion, isolement qui affaiblissent et empêchent une riposte d'ensemble.

— De construire une force de plus en plus consciente des dangers ouverts en 1978 et capable de s'y opposer victorieusement, d'organiser et consolider le mouvement révolutionnaire des masses. Mais l'horizon de nos luttes ne peut se borner à l'immédiat après mars 1978. Si nous refusons de payer la crise, si nous refusons de constituer la masse de manœuvre des partis bourgeois de droite et de gauche, ce que nous refusons par là même, c'est cette société pourrie et qui a fait son temps, cette société de chômage, d'austérité, de répression pour le peuple.

Ce que nous voulons, c'est le socialisme. Non pas du tout cette caricature représentée par l'URSS et les pays de l'Est, et qui constituent un repoussoir que ne manquent pas d'utiliser les Chirac et compagnie. Là-bas, à l'Est, c'est une nouvelle bourgeoisie qui dirige, qui opprime, réprime impitoyablement la classe ouvrière et le peuple.

Cela n'a rien à voir avec le socialisme que nous proposons ! Le socialisme c'est la démocratie la plus large pour le peuple.

Abattre le capitalisme !

La révolution socialiste détruira le vieil appareil d'Etat bourgeois et engagera l'édification d'une société nouvelle. Le pouvoir, loin d'être détenu par une minorité placée au-dessus des masses pour les dominer, comme cela se passe aujourd'hui, sera au contraire, celui de la classe ouvrière.

Dans le socialisme, la classe ouvrière assure la direction, non seulement des usines, mais de la société toute entière.

— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer le plein emploi, organiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins du peuple, éliminer l'exploitation et la misère.

— C'est bien cette société socialiste qui peut rompre avec le vieux monde bourgeois dont elle est issue, liquidant progressivement les séquelles de la vieille société capitaliste, réduisant les différences de classes.

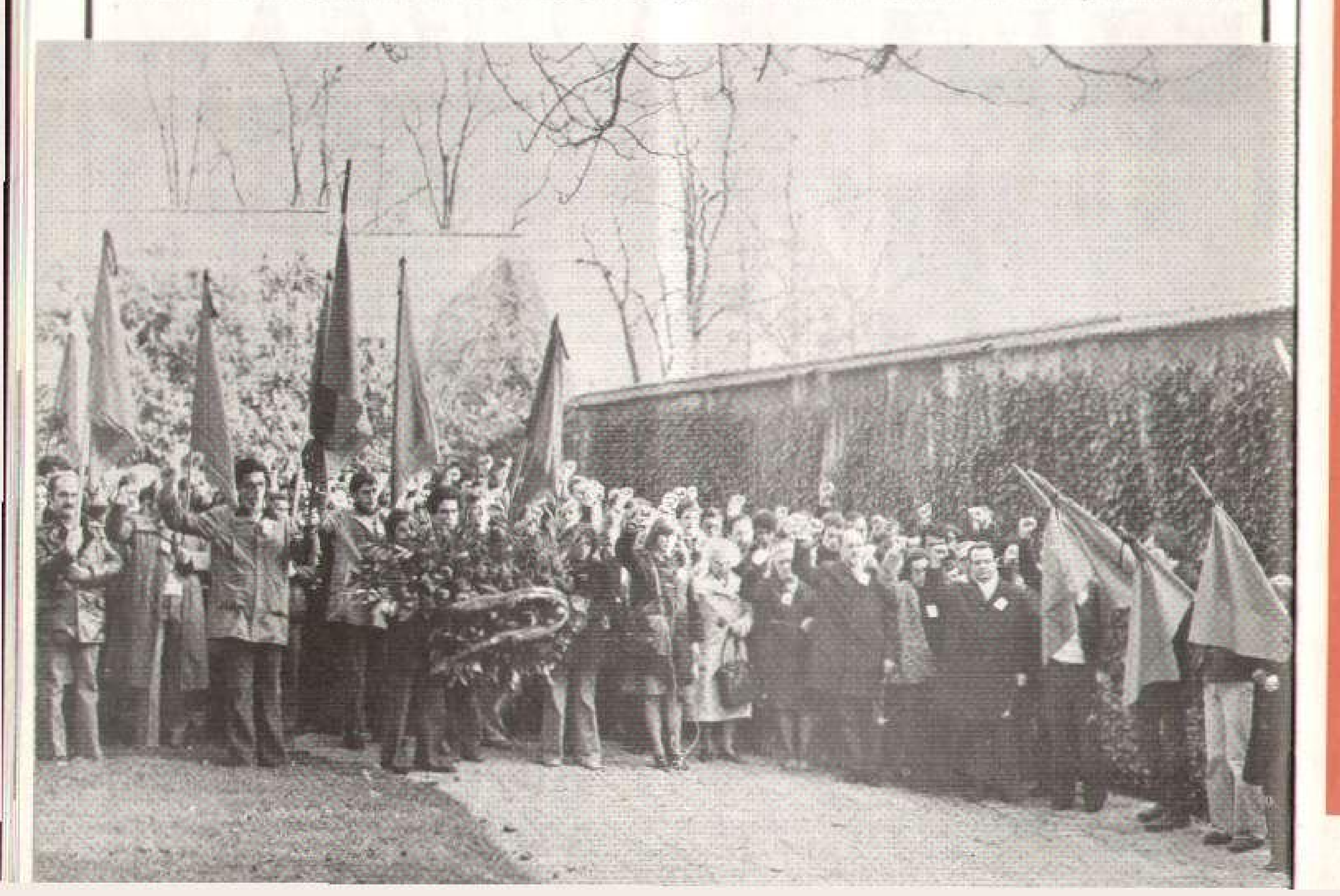
— C'est bien cette société socialiste qui peut assurer une véritable indépendance du pays, rompre tout lien de dépendance vis à vis des superpuissances, liquider tout rapport colonialiste ou néocolonialiste et d'oppression des peuples, soutenir les luttes révolutionnaires dans le monde et développer l'amitié entre les peuples. C'est bien cette société que Marx et Lénine ont défini comme la dictature du prolétariat, c'est la démocratie prolétarienne.

C'est de ces exigences d'une société radicalement différente que sont porteuses les luttes d'aujourd'hui et de demain ; c'est elle que nous préparons dès maintenant avec l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

Développons nos luttes, construisons l'autonomie ouvrière par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

— Préparons l'avènement du socialisme dans notre pays.

L'unité des marxistes-léninistes : notre volonté. Sur notre photo : manifestation commune en hommage à Chou En-lai.



L'URSS CONTRE L'ASIE DU SUD-EST

Les graves incidents qui ont opposé, ces jours-ci, le Vietnam et le Camboge, et qui ont déjà causé des pertes importantes aux deux pays, sont tout à fait regrettables du point de vue de l'interêt tant du peuple cambodgien que vietnamien.

Il faut souhaiter que, très vite, les conflits existant entre eux puissent se résoudre par la discussion et par la négociation pacifiques, dans le strict respect mutuel de l'indépendance des deux pays, et que Cambodgiens et Vietnamiens développent, au coude à coude, une lutte commune contre les 2 superpuissances. La dénonciation, par l'une des parties, de l'ingérence des Soviétiques dans cette affaire, attire l'attention sur l'activité de l'URSS dans cette région.

Depuis la retentissante défaite américaine dans les trois pays indochinois, le social-impérialisme soviétique est passé à l'offensive pour le remplacer, semant la division, soutenant ostensiblement un pays contre un autre, attitude de sa part qui n'est pas nouvelle dans la région de l'Asie du Sud-Est.

VIETNAM : *Une «aide» tardive et très intéressée*

Pendant une première période, la guerre du Vietnam ne semble guère intéresser le Kremlin. Responsable de la scission au sein de Mouvement communiste international, Krouchtchev est alors surtout préoccupé d'isoler la Chine, de maintenir son influence sur les partis communistes d'Europe et d'Amérique, de poursuivre les marchandages engagés avec la superpuissance américaine.

L'intervention américaine au Vietnam se manifeste à visage découvert à partir de 1963. En juillet 1964, les délégués vietnamiens, à la Conférence mondiale contre les bombes A et H, à Tokyo, révèlent à notre camarade François Marty que «les Soviétiques, avec Krouchtchev, à leur tête, n'ont pas livré une seule arme, un seul fusil aux Vietnamiens pendant huit mois» !

La presse soviétique présente les premiers bombardements sur le Vietnam du Nord avec une extrême discrétion. Lorsque l'affaire est évoquée devant le Conseil de sécurité de l'ONU, l'URSS réagit si mollement qu'il s'ensuit des remous dans certains partis communistes du monde.

Pendant ce temps en France, le PCF qui avait organisé une minute de silence à la mémoire de Kennedy, chef de file de l'impérialisme américain, adopte le mot d'ordre pacifiste de «Paix au Vietnam» qu'il gardera jusqu'à la fin.

Lorsqu'en 1965, Kossyguine fait le voyage à Hanoï, c'est dans un but bien précis : aider les Américains à *«sortir le bourbier»* qui compromet toute sa politique de marchandage avec l'impérialisme US. Dès cet instant, de fortes pressions sont exercées sur les dirigeants vietnamiens, pour qu'ils acceptent de négocier sans condition préalable.

Moscou cherche à profiter de la guerre du Vietnam pour mettre un pied en Chine. Sous prétexte d'assurer le transport de son «aide» à travers le territoire chinois, elle prétend imposer le stationnement de 5 000 de ses hommes de troupes en Chine, alors que, jusqu'au minage des ports vietnamiens elle pouvait parfaitement assurer ce transport par la voie maritime. Les calomnies venimeuses qu'elle répand à cette occasion contre la Chine seront toujours démenties avec force par les Vietnamiens eux-mêmes.



Le 5 mai 1967, 500 hommes de main du PCF agressent les participants à un meeting de soutien au Vietnam, organisée par le Mouvement communiste français marxiste-léniniste (MCF-ml) et lacèrent le portrait du président Ho Chi-minh. Ci-dessus, le portrait recollé par les marxistes-léninistes présents.

La première visite de Le Duan * après la Libération sera pour la Chine où, évoquant le vers célèbre d'Ho Chi-minh : *«Les peuples chinois et vietnamien sont à la fois camarades et frères»*, il déclare : *«La solidarité et l'amitié forgées par les présidents Mao Tsé-toung et Ho Chi-minh ont créé des liens à toute épreuve entre nos deux partis... nous n'oublierons jamais que le grand peuple chinois nous encourageait continuellement à aller de l'avant, depuis le début de la révolution vietnamienne, jusqu'à la victoire complète et définitive d'aujourd'hui.»*

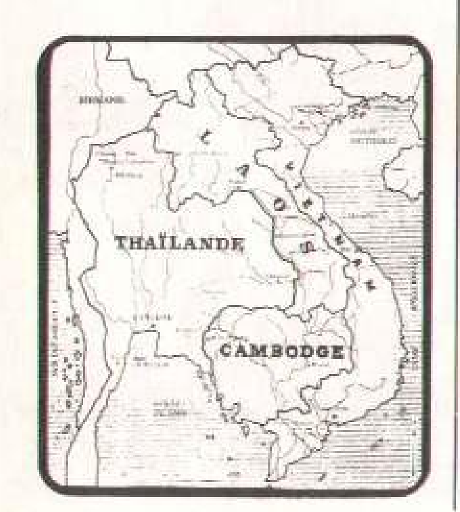
Le 30 octobre 1973, Brejnev revient à la charge et parle de *«l'action positive qu'aurait le règlement vietnamien sur les relations entre les États impliqués d'une manière ou d'une autre.»*

Lorsqu'enfin, au printemps 1975, le peuple vietnamien, à l'issue d'une brillante offensive, chasse l'impérialisme US, un message soviétique rempli d'arrogance, salue cette victoire comme celle des chars et des armes soviétiques. Le message chinois, signé de président Mao, remercie le peuple vietnamien de l'immense contribution ainsi apportée au peuple chinois et aux peuples du monde.

La victoire remportée, le social-impérialisme russe rêve de supplanter l'impérialisme US, comme par le passé ce dernier a remplacé le colonialisme français. Il exerce immédiatement des pressions pour disposer de la grande base de Camranh, où les USA avaient investi 140 millions de dollars. Le Vietnam refuse et insiste vigoureusement sur sa participation au Mouvement des non-alignés. Aujourd'hui, cela n'empêche pas Moscou, en offrant ses roubles, ses «experts» et ses «conseillers», de rêver de dominer le Vietnam et d'essayer de s'en servir comme tête de pont contre les autres peuples de la région du Sud-Est asiatique pour les placer sous sa coupe.

Une ambition qui se brisera inéluctablement sur la volonté d'indépendance et de liberté de tout un peuple héroïque, forgé à l'école de l'Oncle Ho, dans le feu de la guerre de libération.

* Le Duan, premier secrétaire du Parti du travail du Vietnam.





Forgé dans la lutte, un peuple indomptable et vigilant à l'égard de l'une comme de l'autre superpuissance.

CAMBODGE : *Brejnev jusqu'au bout aux côtés des traîtres*

Lorsque en 1970, un coup d'État de la CIA à Phnom Penh et la ronde infernale de B 52 plongent le Cambodge dans la guerre, la grande voix du président Mao s'élève et affirme : *«Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est là une loi de l'histoire»*. Cette voie, c'est celle qu'a-dopte fermement le Parti communiste de Kampuchéa pour guider la lutte de libération contre la féroce agression de la superpuissance américaine, en refusant l'inféodation aux volontés de l'autre superpuissance.

Voilà qui suscite dès le début, la haine de Moscou contre le peuple cambodgien. Alors que très rapidement, l'immense majorité du peuple khmer se regroupe dans un vaste front, le FUNK (1), se dote d'un gouvernement, le GRUNK (2), présidé par le prince Sihanouk, libère d'importants territoires, le Kremlin s'obstine à garder des liens étroits, politiques, diplomatiques, économiques avec la clique de Lon Nol (3) et, en même temps, il refuse toute aide à la lutte du peuple khmer..

Quelques faits .

— Le 29 janvier 1971, l'agence Tass ignore le GRUNK et appelle Sihanouk *«ancien chef d'État du Cambodge»*.

— Le 12 janvier 1972, la «Literatournaya Gazetta», lance une attaque contre le prince Sihanouk accusé *«d'ignorer complètement les véritables intérêts du peuple khmer»*.

— A la 17e session de l'UNESCO, en octobre 1972, le représentant soviétique, en dépit de l'opposition de nombreux pays du tiers monde, se fait le protecteur de la clique Lon Nol en votant pour sa participation à la réunion en tant que *«représentant du Cambodge»*.

— Le 23 mai 1973, «La Pravda» qualifie la guerre patriotique et révolutionnaire du peuple cambodgien de *«guerre fratricide»*, rayant ainsi la ligne de démarcation entre guerre juste et guerre injuste.

— En mai et août 1973, Moscou apporte son appui à l'impérialisme US, sérieusement étrillé, en réclamant avec lui *«une solution pacifique du problème cambodgien»*.

Dans le même temps, alors que seule, une poignée de traitres isolés règne sur Phnom Penh, et que la population toute entière y compris les bonzes et les princes patriotiques, se range sous la bannière du FUNK, elle intrigue pour organiser une prétendue «troisème force» rassemblant une poignée d'anticommunistes ayant passé un compromis avec Lon Nol. Elle intervient aussi financièrement

→

contre la résistance khmère en relançant des sociétés chargées du transport d'armes américaines.

Quatre ans après le début de l'agression US, il n'est vraiment plus possible d'ignorer le GRUNK que Moscou reconnait du bout des lèvres comme *«gouvernement en exil»*. Mais la presse soviétique continue de taire les victoires éclatantes remportées par les peuples du Laos et du Cambodge et, sous le mot d'ordre «Indochine-Vietnam», tente de noyer la réalité des trois guerres menées par les trois peuples, des trois pays — solidaires mais indépendants — dans la seule guerre menée par le peuple vietnamien.

— Le 17 avril 1975, dans Phnom Penh en liesse, acclamant sa libération, Moscou récolte le fruit de sa haineuse politique envers le peuple khmer. Son ambassade est fermée, sans plus de cérémonies que pour celle des USA, de la France et d'Israël, et ses diplomates contraints à une fuite honteuse.

Les victoires éclatantes remportées depuis par le Cambodge, en toute indépendance, sur le front de la production, l'audience internationale grandissante qu'il conquiert auprès des pays non-alignés notamment, n'ont fait que renforcer la hargne des dirigeants soviétiques à son égard. Mais leurs complots et leurs intrigues pour renverser le nouveau régime ne peut rien contre la mobilisation et la vigilance de tout un peuple.

(1) Front uni national du Kampuchéa
(2) Gouvernement royal d'Union nationale du Kampuchéa.
(3) Traitre hissé au pouvoir par le coup d'Etat de la CIA.

LE PACTE DE SECURITE COLLECTIVE

Un pacte de Varsovie asiatique

Par une lutte longue et vaillante, les trois peuples indochinois ont fini en 1975, par vaincre et expulser les impérialistes américains. Les forces d'agression US se sont trouvées ainsi considérablement affaiblies en Asie du Sud-Est, le social-impérialisme soviétique ambitionne de les remplacer. Pour cela, il a fourbi son instrument :

«Le pacte de sécurité collective en Asie», l'agence Tass lui faisait , le 21 juillet 1975, une bruyante publicité en affirmant que la *« conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est un exemple pour d'autres parties du monde, y compris l'Asie»*.

Dans son numéro 6 de 1976, la Revue soviétique «Temps Nouveaux» se faisait encore plus grossière en écrivant *«Théoriquement les grands pays dont la population est nombreuse sont en mesure de défendre leur sécurité. Pour ce qui est des petits, une telle tâche est bien problématique..».*

L'URSS qui impulse «l'esprit d'Helsinki» en tant que «puissance méditerranéenne», est, bien entendu, la cheville ouvrière de ce pacte en tant que «puissance asiatique» ! 31 pays d'Asie sont ainsi sommés de se placer sous sa tutelle.

Le traité soviéto-indien de 1971 devait être la première pierre exemplaire de cet édifice. Dès sa signature, éclate la guerre contre le Pakistan. A trois reprises, le représentant soviétique au Conseil de sécurité de l'ONU oppose son véto à un cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan. En un rien de temps, la prétendue «coopération économique globale», complément de la «sécurité garantie» fait de l'URSS le créancier de l'Inde. Alors que les travailleurs indiens sont plongés dans la misère, quantité de produits agricoles, de minerais, de vêtements et de chaussures, prennent le chemin de Moscou au titre du «remboursement des dettes».

A l'ONU, l'URSS s'abstient systématiquement sur le vote des résolutions en faveur d'une zone de paix dans l'océan Indien, et pour cause : elle y utilise actuellement plus de 10 ports ou bases militaires.

En Thaïlande, le nombre de ses espions a triplé depuis la défaite des USA en Indochine.

Voilà qui prouve éloquemment que le prétendu «système de sécurité» n'est qu'un piège grossier pour le pillage, l'ingérence et la domination social-impérialiste.

Les interressés ne s'y sont donc pas trompés en parlant ouvertement à son propos de «résurection du fantome de Dulles» (1) ou de «Pacte de Varsovie asiatique».

Sur les 31 pays concernés, un seul, la Mongolie, totalement colonisée par l'URSS, soutient ce projet. En 1971, 5 pays asiatiques réunis à Kualo Lumpur (Malaisie) résumaient dans une déclaration solennelle l'exigence de tous *«Nous sommes résolus à transformer L'Asie du Sud-Est en une zone débarassée des rivalités et conflits entre toutes les grandes puissances et à mettre fin à l'intervention étrangère dans nos propres affaires intérieures».*

Annie BRUNEL

(1) Dulles, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des USA, de 1952 à 1959.

LE PARTI COMMUNISTE DE THAILANDE :

«Vigilance face à l'URSS !»

Le 22 juillet 1975, la radio «La Voix du peuple thaïlandais» déclarait :

«Après le retrait des impérialistes américains d'Indochine, à la suite de leur défaite, les sociaux impérialistes soviétiques mobilisent leur énergie pour étendre leur influence agressive en Thaïlande et dans les autres pays d'Asie du Sud-Est.. Ils utilisent toutes les méthodes possibles pour élargir leur influence agressive en Thaïlande, y compris des activités entreprises au grand jour, au nom du gouvernement soviétique ou de son personnel culturel et commercial, le recours à l'espionnage et à la subversion par des agents habiles à varier les déguisements, l'intervention dans les affaires intérieures de la Thaïlande et l'entretien d'une propagande mensongère ..

Nous devons demeurer particulièrement vigilants, quelle que soit la forme que l'URSS peut trouver à son offre, assistance économique ou extension du commerce.»

En Malaisie, Birmanie, Philippines, Thaïlande, les partis communistes mènent la lutte armée et défendent la «Théorie des trois mondes», marquant ainsi leur vigilance à l'égard du social impérialisme russe.

La tournée du président américain

Carter sur la défensive

Carter vient d'effectuer une tournée dans le monde. Le but de ce voyage fut de regrouper autour de l'impérialisme américain le maximum de pays, et parmi eux, la France. Ce qu'il recherche, c'est l'alliance la plus large possible pour marquer des points dans la rivalité acharnée qui l'oppose à l'Union soviétique. Cette dernière, l'an dernier a lancé une grande offensive afin d'étendre son influence notamment en Afrique.

L'impérialisme américain qui était la seule superpuissance à la sortie de la deuxième guerre mondiale, voit son hégémonie s'effriter de jour en jour à cause de tous les revers qu'il a subis ces derniers temps grâce à la lutte des peuples pour leur libération, mais aussi des ambitions de cette nouvelle superpuissance qu'est devenue l'URSS. Les USA se trouvent affaiblis. Ils se trouvent sur la défensive face à l'URSS, pays impérialiste jeune, en plein essor.

Un voyage pour défendre ses intérêts

Mais ce n'est pas pour autant qu'il va retirer ses cartes du jeu, au contraire, il est bien résolu à défendre ses intérêts jusqu'au bout. C'est pour cette raison que Carter cherche à respecter ses alliances.

La France, pays du second monde, est un allié de poids. Pays du second monde cela veut dire qu'il s'agit d'un pays impérialiste qui subit lui-même des contraintes de la part des superpuissances. Pays industrialisé, il est l'un des pays d'Europe qui se sort le mieux de la crise capitaliste actuelle. C'est aussi un pays dont le colonialisme et le néo-colonialisme sont toujours réalité ; son influence en Afrique est encore grande.

Les Etats-Unis ont perdu beaucoup de leur emprise sur la France. L'époque du Plan Marshall est révolue. Les liens avec l'impérialisme américain ne sont pas faibles pour autant loin de là !

Les monopoles américains sont encore importants en France. Mais du fait de leurs contradictions grandissantes d'intérêts monopolistes, la politique menée par le gouvernement français va plutôt dans le sens de l'opposition à l'hégémonie américaine. La France ne fait pas partie de l'organisation militaire de l'OTAN et si elle a tendance à s'en rapprocher actuellement (la France siège parfois à certaines instances militaires de cette organisation, les manœuvres communes navales et terrestres se font plus fréquentes), c'est qu'à l'intérieur de l'OTAN, le rapport de forces change, l'impérialisme américain ne peut plus agir en maitre absolu.

On peut remarquer une coordination politique plus poussée des «Neuf» qui manifestent plus souvent leur indépendance par rapport aux USA (guerre des Six jours) et la recherche d'une standardisation des armements européens, la mise en commun de certaines recherches technologiques (aéronautique, notamment Concorde et Airbus).

Autant de faits qui expliquent tout l'intérêt de la France aux yeux de Carter, qui expliquent la durée exceptionnelle de l'escale de Carter. Carter et Giscard se sont entretenus à propos de la pseudo-détente, des limitations d'armements mais plus spécifiquement, du problème nucléaire.

Rappelons à ce sujet que la France possède une force de frappe indépendante. Il fut aussi question de la situation au Moyen Orient, des relations Nord-Sud (les discussions entre pays industrialisés et pays du tiers monde qui luttent pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial). Ils ont aussi discuté de leurs problèmes d'exploiteurs à savoir de la crise économique et des problèmes monétaires qui s'ensuivent. Carter n'est pas parti sans s'être préoccupé de la situation politique qui prévaut à l'heure actuelle en France et de la possibilité de l'arrivée de la gauche au pouvoir. C'est pourquoi, il a tenu à s'entretenir avec Mitterand.

Carter, c'est le représentant d'une superpuissance en difficulté certes, mais aussi le représentant des monopoles américains qui exploitent avec ses homologues français et européens le peuple français et, à ce titre, il porte donc une part des responsabilités sur les difficultés que nous connaissons, la hausse des pri le chômage, toutes le conséquen .. le la crise économique du monde capitaliste.

E. LG.



L'accueil de Carter : toute une mise en scène.

International

Tunisie

UN BOUILLONNEMENT INTENSE ET PROFOND

Limogeage du ministre de l'Intérieur et démission d'un certain nombre d'autres ministres, démission du secrétaire général de l'UGTT(1) de toutes ses fonctions au sein du PSD (2), parti unique gouvernemental : ces quelques faits récents ont été les signes par lesquels la grande presse nous a fait connaître la crise qui s'approfondit en Tunisie.

Ils sont en fait le reflet de l'impétueux développement du mouvement ouvrier, des luttes de travailleurs sur le plan économique mais aussi politique. Les classes dirigeantes actuelles, traversées par des contradictions (leurs liens encore profonds avec l'impérialisme français notamment), leurs aspirations à profiter plus complètement des richesses du pays et du travail de son peuple, leurs racines féodales ne parviennent pas à enrayer les luttes ni à s'entendre sur une politique et une méthode pour le faire.

Développement du mouvement ouvrier

Les signes n'en manquent pas :
— Les luttes dans les phosphates, le textile, les services publics, etc. ont contraint le gouvernement a céder sur diverses revendications.
— L'apparition de revendications à caractère politique qui deviennent l'objet d'un vaste débat dans tout le peuple travailleur : le problème de l'indépendance du pays, des interventions des grandes puissances, des libertés syndicales et, au centre de tout cela, la question de l'indépendance du mouvement syndical à l'égard du parti gouvernemental et du gouvernement lui-même ; plus de 80 %, soit plus de 600 000 travailleurs tunisiens sont syndiqués à l'UGTT, syndicat unique dont le PSD avait fait son instrument pour mettre en place sa politique économique ; la forte poussée de la base, grossie de plusieurs centaines de mille en quelques années, est évidemment à l'origine de l'orientation de plus en plus contestataire du syndicat et de la démission de son sécrétaire général, Achour, de ses fonctions au parti destourien (il était membre de son Bureau politique).

Un syndicaliste de l'UGTT rencontré récemment en France nous a décrit l'intense vie politique, le débat permanent et animé qui règne au sein de l'UGTT et de fait, dans l'ensemble des masses tunisiennes. Le développement de la diffusion du journal du syndicat Ech-Chaab (environ 80 000 exemplaires actuellement) en témoigne : il est d'ailleurs question que ce journal aujourd'hui hebdomadaire, devienne à plus ou moins brève échéance quotidien.

Un enjeu décisif

Dans un pays comme la Tunisie, une force organisée comme l'UGTT est d'une importance dicisive. Qui la dirigera ? Quel courant ou clan des classes actuellement au pouvoir ? Ou plus fondamentalement, le syndicalisme échappera-t-il à ces classes pour être saisi par la classe ouvrière elle-même et son parti prolétarien ? Ce dernier n'existe pas pour l'instant, mais les marxistes-léninistes emprisonnés ces dernières années et les propos du premier ministre Nouira, montrent qu'on ne mésestime pas, au gouvernement, leur influence ; ce dernier, répondant à un journaliste du «Monde» déclarait récemment que *«tout le mal vient de l'infiltration dans les rangs de la centrale d'éléments douteux, de tenants attardés de la lutte des classes... Des dirigeants de l'UGTT ont cherché à plaire à ces courants (marxistes-léninistes, gauchistes, perspectivistes, et même à l'extrême-droite "Frères musulmans"). Cela risque de conduire à une centrale non responsable».*

Projet de formation d'un parti travailliste ou d'un autre syndicat mieux lié au gouvernement, répression systématique ou politique du sourire : les points de vue sont divers, quant à l'attitude à l'égard de l'UGTT, dans les classes dirigeantes où tout le monde se prétend toutefois partisan de «libéraliser», «démocratiser» le régime.

Quant au PCT, parti révisionniste tunisien, qui ne combattit jamais pour l'indépendance (tout comme son homologue algérien), il ne manque pas de s'activer aussi dans le syndicat. Quoique son influence y soit limitée, s'appuyant en particulier sur la légitime aspiration à créer des liens avec les travailleurs d'autres pays, il met, par exemple en avant la CGT et son homologue et père français, le PCF (il en était à l'origine une simple section).

Par ailleurs, dans un pays du tiers monde comme la Tunisie, la question de l'indépendance nationale fait apparaître la possibilité d'alliance avec diverses couches patriotes.

Bref, le bouillonnement intense et profond dans la Tunisie d'aujourd'hui témoigne de l'évolution rapide des contradictions dans un pays qui fait partie de la *«force principale de la révolution»* : le tiers monde. On y voit comment d'un instrument pour dominer le peuple peut sortir une arme aux mains du peuple et comment ce qui était, il y a quelques décades, réserve de l'impérialisme, se transforme en force pour le détruire.

JD

(1) UGTT : Union générale des travailleurs tunisiens.
(2) Parti socialiste destourien.

En bref

• Afrique du Sud

La rentrée scolaire est très proche en Afrique du Sud, mais très peu d'étudiants se sont inscrits dans les établissements scolaires de Soweto. Ils refusent le système d'éducation bantoue qui leur est imposé. En 1976-1977, il ne se passait pas une semaine sans que les étudiants et les lycéens ne descendent dans la rue pour protester contre le système d'enseignement.

Aujourd'hui, les parents refusent d'inscrire leurs enfants dans les écoles car ils doivent promettre lors de l'inscription que leur enfant ne participera pas à des grèves et s'engager à rembourser les dégâts qui seraient éventuellement commis.

Quelques chiffres illustrent la situation : la subvention accordée par le gouvernement à l'éducation de chaque enfant noir est de 210 F par an alors que pour un enfant blanc, elle est de 3 200 F.

Le comité d'action de Soweto demande l'abolition totale de l'éducation bantoue et non son aménagement. Il appelle à une convention nationale des enseignants, parents et étudiants pour élaborer un nouveau système éducatif unique, gratuit et obligatoire.

• Allemagne de l'Ouest

L'Allemagne fait figure de privilégiée par rapport à la crise qui sévit en Europe occidentale. Pourtant, le prolétariat allemand n'en subit pas moins les conséquences. 86 400 chômeurs de plus au mois de décembre, sans compter les chômeurs partiels. Cela fait une augmentation de 8,6 % par rapport au mois précédent. Au total, toujours selon les chiffres officiels, ils sont près d'un million cent mille sans aucun travail. Le taux de chômage complet par rapport à la population active atteint 5 %.

Quant au nombre de chômeurs partiels, il a encore plus augmenté en un mois : 10,1 %. Ils sont maintenant 258 000.

Pour justifier cette situation alarmante, le président de l'Office fédéral a déclaré que c'était «typique de cette période de l'année». Ainsi, ce serait le froid qui serait responsable de la baisse du nombre d'emplois.

• Espagne

Selon les sources mêmes de l'administration, l'augmentation du coût de la vie en décembre sera de 2 %. Ainsi, pour toute l'année 1977, les prix auront augmenté en moyenne de 3[illegible] %. Ce taux est supérieur de 1[illegible] % à celui de l'année précédente. Cette flambée des prix est le reflet de la crise économique qui, loin de s'amenuiser, s'aggrave. Il n'en est pas de même pour les salaires.

Tous les partis bourgeois, droite traditionnelle comme le PSOE et le PCE, ont signé un pacte antisocial, dit Pacte de la Moncloa, dans lequel est stipulé que les augmentations de salaires ne devront pas dépasser 22 %.

Chaque jour, ces bourgeois dévoilent leur véritable face. Dernièrement, les partis de gauche se sont mis d'accord pour voter en faveur de la mention de monarchie dans la constitution espagnole qui sera prochainement votée.

• Italie

Trois fascistes ont été tués au cours d'un attentat, récemment à Rome. La mairie, tenue par le PCI révisionniste, a offert ses bons offices, en appelant des renforts de police et de gendarmerie, au cas où les militants d'extrême gauche s'opposeraient aux manifestations des groupes fascistes et, pour être logique jusqu'au bout, elle a décidé que les frais d'enterrement des fascistes seraient pris totalement en charge par la municipalité. Sans commentaires...

International

La lyre des travailleurs

Des chants au service du proletariat



Leurs chants emportent l'adhésion dès les premières notes, ils suscitent la colère face à l'exploitation, ils appellent à la lutte, ils font surgir plus que l'espoir, la confiance sereine dans la victoire de nos luttes et dans l'avenir du prolétariat.

Ils sont une quinzaine, sans connaissances musicales particulières, mais avec un goût certain pour la musique, le souci de travailler et de se perfectionner et la volonté de faire du chant une arme au service des luttes du prolétariat et du peuple, au service du parti de la classe ouvrière.

Ouvriers, étudiants, instituteurs, professeurs, employés, ils s'unirent en septembre 1976 pour former une chorale, à Lille. Ils renouaient ainsi avec les traditions culturelles du prolétariat, notamment celui du nord de la France, que le PCF, devenu révisionniste, a totalement abandonnées.

C'est pour marquer le lien qui les unit à cette culture populaire et prolétarienne, pour témoigner de sa survivance, qu'ils reprennent le nom de la Lyre des travailleurs, chorale créée en 1888, liée au Parti ouvrier français, et qui chanta pour la première fois l'Internationale, créée à Lille.

L'Internationale, ils l'entonnent bien sûr, avec une sereine vigueur, de même qu'ils reprennent tous les hymnes traditionnels du prolétariat. Par la vertu de leurs voix, ils nous font ainsi héritiers de tout le passé de luttes et de victoires du prolétariat international et des peuples du monde et compagnons d'armes des combattants actuels pour la libération et la révolution dont les assauts s'accompagnent de chants dont l'écho jamais ne s'éteint.

Mais les luttes actuelles et les tâches du prolétariat les inspirent également.

Ils appellent à la riposte contre les salaires de misère, le chômage, contre l'exploitation capitaliste.

«Banquiers, patrons,
Vos flics qui assassinent,
Vos prisons et vos chiens,
N'empêcheront pas le peuple
De briser toutes ses chaines»

Ils stigmatisent la trahison des dirigeants du PCF et des pontes de la CGT contre qui *«la révolte gronde»* tout en redonnant confiance en la victoire de la révolution.

«C'est pas parce qu'il y a des mensonges, qu'il n'y a plus de vérité», chantent-ils.

Et ils rendent présente *«la voix têtue»* du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) *«mêlée au fracas des machines»* qui appelle à *«lutter encore, serrer les rangs, former l'armée des prolétaires»*.

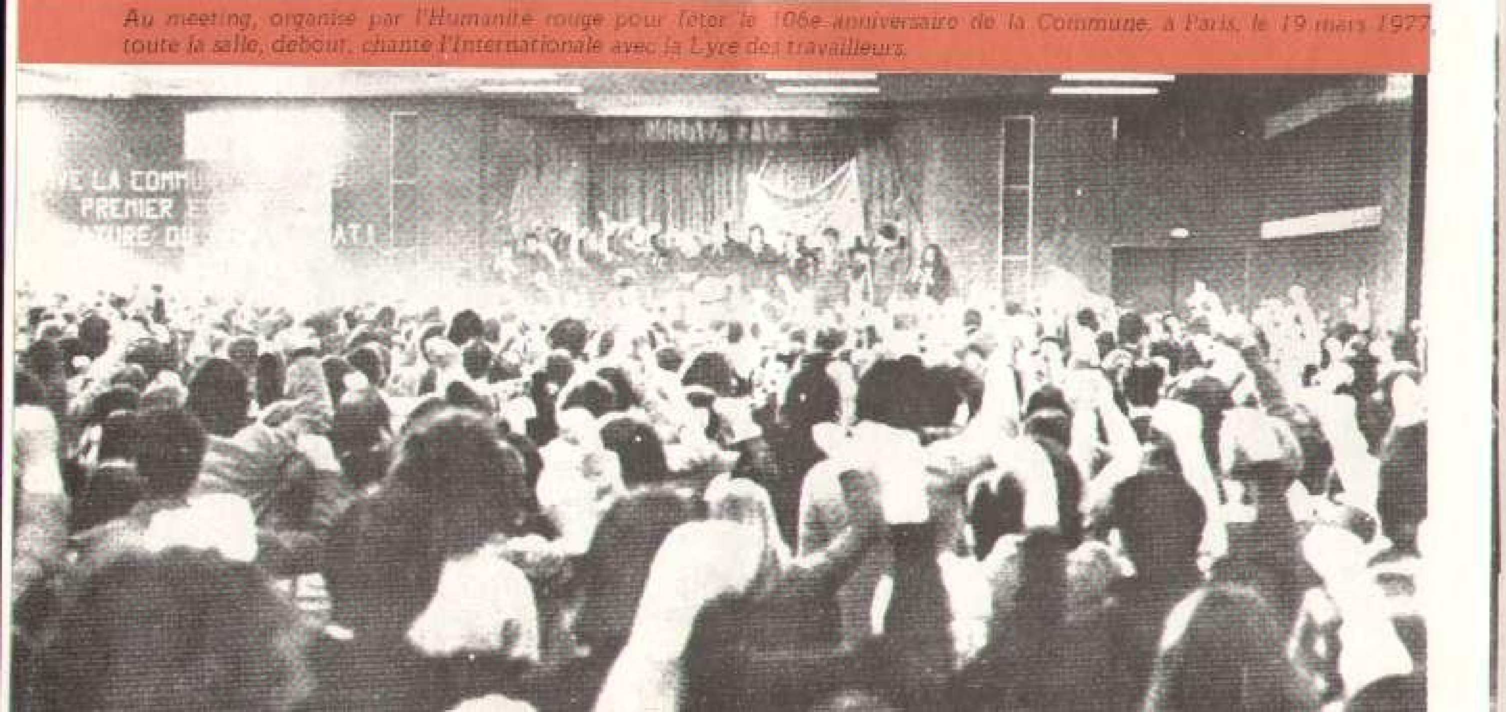
«Les poings se ferment au bout des bras,
Sur le mur, on lit leur programme,
Peint en rouge, tranchant comme une lame,
Dictature du prolétariat»

Ces créations sont le fait de tel ou tel membre de la chorale que tout le groupe discute ensuite, et éventuellement corrige, modifie, complète à la lumière de la pratique.

La Lyre des travailleurs, on l'a entendue dans les meetings de l'Humanité rouge, de la Sonacotra, des ouvriers en grève. On l'entend sur les marchés du Nord, dans les quartiers. On l'entendra encore là où le prolétariat se réunit pour décider d'une lutte, pour l'organiser, pour fêter la victoire, pour décider des combats à venir.

Pierre DELAUBE

Au meeting, organisé par l'Humanité rouge pour fêter le 106e anniversaire de la Commune, à Paris, le 19 mars 1977, toute la salle, debout, chante l'Internationale avec la Lyre des travailleurs.



Lothar/s (Paris)

Lutte pour l'emploi

De solides atouts

Après plus de quinze jours d'occupation, l'issue de conflit n'est pas en vue. Occupation, bloquage d'un important stock de vetements achevés d'une valeur de 200 millions, voilà de solides atouts qu'ont en main les travailleuses et travailleurs de Lothar/s, armes décisives s'ils savent élargir la solidarité et le soutien nécessaires pour tenir financièrement et consolider le rapport de force.

Spécialisée dans la confection de luxe, fondée en 1970, Lothar/s est passée du stade artisanal d'alors à une dimension dont témoignent l'ampleur des exportations, aux quatre coins du monde et les 195 personnes (dont 130 à l'usine principale, boulevard Ney, actuellement occupée) qui assument la production. Avec de nombreuses boutiques en France et dans divers pays, Lothar/s assure lui-même une partie de ses ventes. D'autres clients (dont l'importante centrale d'achat Aida à Tokyo) font le reste.

Extension rapide, bénéfices doublés chaque année : un tel développement repose sur l'exploitation forcenée d'un personnel à 80 % féminin et immigré. Pour avoir de quoi vivre, ces femmes travaillaient jusqu'à 60 heures par semaine : l'horaire a été ramené à 40 heures, mais le salaire se retrouve à 1 700 F en bas de l'échelle... qui ne monte guère ! A cela s'ajoute une prime de 200 F à la tête du client!

Il n'y a pas de cantine (les ouvrières mangent dans l'escalier) ni de local pour le comité d'entreprise et le syndicat. Celui qui en tient lieu sert aussi d'infirmerie. La section syndicale CGT et le comité d'entreprise sont pourtant créés depuis 1973 mais il est plus facile d'ouvrir des boutiques au quatre coins du monde qu'une cantine ou un local de réunion à Paris !

D'ailleurs, comme par hasard, huit des neuf délégués avaient été regroupés à Clichy dans un atelier qui emploie... 10 personnes !

Quels problèmes?

Selon la direction, il y aurait des problèmes, à tel point qu'elle dépose son bilan. Lesquels ? La crise, les intempéries (baisse des vente de vêtements d'été) et une baisse de productivité...

A cela, les travailleurs répondent qu'il y a, certes, crise, mais qu'elle ne touche guère la clientèle de la maison : plutôt le contraire !

Quant aux intempéries, elles n'ont pas touché le monde entier et pour ceux qui s'habillent chez LotharS, l'été n'est jamais qu'à portée d'un vol de Boeing.

De toute façon, l'ouverture récente de la boutique de Los Angeles, et les 300 millions de commandes, rien qu'en décembre, (assumées pour un tiers seulement) s'inscrivent en faux contre tout cela.

Et la baisse de productivité ? Un mauvais approvisionnement en matières premières a effectivement provoqué des pertes mais les travailleurs n'y sont pour rien !

De plus, le moment choisi (la veille de Noël) pour annoncer le dépôt de bilan : cela sent plutôt le coup monté. On apprend d'ailleurs qu'une liste de licenciements est prête depuis septembre !

Bref, les difficultés, c'est de la blague ! Il y a sans doute quelque opération juteuse à faire : aux yeux d'un patron qui s'est déjà payé sur leur dos entre autres un avion de taille respectable (trente places, dit-on), cela compte bien plus que quelques travailleuses, immigrées qui plus est !

La lutte

Le 28 décembre, l'occupation est décidée en assemblée générale. Une pétition signée dans la deuxième semaine confirme que c'est toujours la volonté des travailleuses, à quelques très rares exceptions près.

La direction tente un chantage pour récupérer l'important stock bloqué : payer décembre si le stock est rendu ! Les travailleurs restent fermes et il finit par payer mais retient la prime, ce qui compte beaucoup, à un tel niveau de salaire !

Le tribunal n'a pas prononcé l'expulsion.

Un syndic a maintenant été désigné : les choses en sont là...

La solidarité

Elle s'est aussitôt exprimée : argent envoyé, cantine des NMPP mise à disposition... La structure syndicale s'en occupe solidement. Mais est-ce pour aider les travailleuses à bien prendre en main leur affaire ? Aller faire des collectes, populariser leur lutte par des manifestations diverses, aller rencontrer les travailleurs là où ils sont, etc... ? Il semble plutôt que la structure l'assume à leur place, ce qui ne signifie pas forcément l'étendre plus, et que du coup, les travailleuses se trouvent un peu enfermées dans leur usine pour la garde, le nettoyage, etc. Les visites n'y étant pas faciles, cela peut contribuer en fait, à les isoler.

On apprend à lutter en luttant et l'important n'est-il pas de savoir lutter contre le capitalisme qu'on aura à combattre encore, l'important, n'est-il pas de savoir prendre en main ses propres affaires ?

Il est possible de vaincre. Les travailleuses disposent de solides atouts qu'elles se sont données dès le début : elles peuvent vaincre !

J.D



EDF

La CGT contre la reprise de la lutte

La première quinzaine de décembre 1977 avait été marquée, on s'en souvient, par l'affrontement qui opposa les gaziers et les électriciens au patronat et au gouvernement. La grève déclenchée à EDF, pour la remise en ordre des salaires et les 200 F tout de suite, rompait avec la tactique des journées d'action sans lendemain et prenait des formes efficaces permettant de poursuivre le mouvement jusqu'à satisfaction.

Elle provoqua des réactions virulentes du CNPF et du gouvernement qui brandit la menace d'une limitation du droit de grève, et une campagne d'opinion réactionnaire visant à isoler les grévistes d'EDF des autres travailleurs.

L'ampleur de la réaction de la classe bourgeoise donne une idée de l'importance de la bataille qui était engagée.

Quel en était l'enjeu ?

Un article du quotidien patronal «Les Echos», daté du 12 décembre, éclaire bien cette question. Indiquant qu'il est impossible de remettre en cause l'accord salarial signé par FO, et contesté par les grévistes. L'auteur poursuit : *«Le gouvernement ne peut prendre le risque d'une semblable opération. Elle créerait une flambée contagieuse de revendications, mettrait en péril la politique de redressement économique et désavouerait les syndicats, fidèles à la politique contractuelle».*

Et plus loin, constatant que les gaziers et électriciens disposent, du fait de leur position stratégique dans le processus économique, d'un moyen de pression «disproportionné», l'auteur écrit : *«Il y a là à la fois un abus de droit et une injustice à l'égard des autres travailleurs. L'ouvrier de Renault, le métallo d'une entreprise moyenne, le salarié agricole, disposent d'un pouvoir de pression infiniment moindre tout en étant plus malaisé et plus coûteux pour eux.»*

C'est clair, l'enjeu de la grève d'EDF, c'est bien sûr le maintien du pouvoir d'achat des gaziers et électriciens mais c'est aussi la possibilité d'ouvrir une brèche dans le dispositif de blocage des salaires mis en place par Barre. Cela, la classe bourgeoise l'a bien compris et elle a mobilisé toutes sortes de moyens pour briser le mouvement.

Envisager la grève d'EDF du point de vue de la lutte classe contre classe, de l'intérêt d'ensemble des travailleurs, c'est tout faire pour ouvrir cette brèche, là où de nombreuses grèves ont échoué, se heurtant au mur patronal, en utilisant cette position stratégique des travailleurs d'EDF au profit du mouvement d'ensemble.

En janvier, patronat et gouvernement sont rassurés, il n'y aura pas de coupures de courant, ils ont gagné cette bataille.

Comment ?

Ce ne sont ni les menaces, ni les manœuvres d'isolement qui sont venues à bout de la grève. Comme nous le disaient, il y a un mois, des syndicalistes CFDT, toute la campagne de la bourgeoisie n'avait fait que renforcer le mouvement comme en témoignaient la grève du 16 décembre et la large participation à la manifestation parisienne. Et la campagne de presse n'avait pas réussi à fabriquer une opinion hostile chez les travailleurs.

En fait, ce sont les dirigeants de la fédération CGT eux-mêmes qui sont venus à bout du mouvement. Ce sont Pauwels et ses acolytes.

La suspension de la grève avait été imposée aux gaziers et électriciens à l'occasion des fêtes de fin d'année, le mouvement devait reprendre en janvier. Le 4 janvier, à l'occasion d'une rencontre avec la fédération Pauwells annonçait au nom de la CGT, son opposition résolue à la poursuite du mouvement. Le matin-même, Boiteux (directeur d'EDF) avait envoyé aux deux fédérations une lettre proposant une discussion, dans la deuxième quinzaine de janvier, sur la grille des salaires ; discussion qui se situe dans le strict carcan de l'accord salarial, dénoncé par les travailleurs d'EDF, la CFDT et jusqu'alors, au moins en parole, par la CGT.

Cette lettre «opportune», les dirigeants CGT la qualifièrent d'ouverture et en firent un prétexte pour refuser toute discussion sur les propositions d'actions faites par la CFDT.

Aujourd'hui, pour camoufler la trahison, Pauwels et ses pairs organisent une consultation pour savoir si les gaziers et électriciens condamnent oui ou non l'accord salarial de blocage des salaires signe par FO. (C'est ce que «l'Humanité» appelle sans pudeur une «consultation de lutte»). Piètre manœuvre, qui sous couvert de démocratie, s'oppose ouvertement à la volonté de lutte des travailleurs. Comme le faisait remarquer à juste titre la fédération CFDT d'EDF, il y a loin entre les déclarations tonitruantes de Séguy, qui prétend ne pas laisser de répit au patronat et la réalité. La réalité, c'est le sabotage ouvert de la lutte, d'une lutte dont l'issue constituait un enjeu pour tous les travailleurs.

Pierre MARCEAU

Le 16 décembre 1977, plus de 5 000 gaziers et électriciens dans les rues de Paris pour obtenir les 200 F, malgré les menaces de la bourgeoisie.





«Dans mon usine, les ouvriers abusent : ils se font porter malades pour faire la grasse matinée. J'ai été obligé d'imposer mon propre contrôle médical»

Le droit à la santé :

Une lutte contre le capital

Il y a quelque temps, le quotidien patronal, «Le Nouveau journal», titrait : *«L'absentéisme coûte à la France aussi cher que le pétrole»*. 25 milliards par an, 38 millions de journées ouvrées perdues, équivalant à l'absence totale pendant un an de 1 million et demi de salariés ; voilà ce que représente (sur la base de l'année 1975) les absence dues à la maladie, la maternité, les accidents du travail.

Partant de là, les patrons n'hésiteront pas à parler de nouveau «fléau» menaçant l'économie.

Pour réduire cet absentéisme, les patrons recourent, de manière de plus en plus systématique, aux médecins-flics ; pratique qui remet en cause de manière brutale ce que les accords de mensualisation sont censés permettre : le droit des travailleurs à se soigner sans perdre la moité de leur salaire.

L'augmentation sensible de ce que la bourgeoisie appelle l'absentéisme, n'est rien d'autre que le reflet direct de l'intensification de l'exploitation des travailleurs. On ne saurait tolérer que le patronat, ou quiconque, s'arroge le droit de juger du bien-fondé des arrêts de travail.

Faut-il rappeler que plus de 4 000 ouvriers meurent, chaque année, du fait des accidents de travail ; que l'espérance de vie d'un OS se situe entre 59 et 62 ans ? Faut-il rappeler que le sort de l'esclave salarié, c'est de consumer sa force de travail jusqu'à la mort, pour faire grossir les profits. Des profits qui se transforment en dividendes pour tous les exploiteurs qui ne sauraient être absentéistes puisqu'ils ne travaillent pas.

El Alaoui, c'est le nom de ce travailleur qui fut trouvé agonisant sur un trottoir. Le diagnostic : tuberculose pulmonaire et deux tumeurs au cerveau. Deux jours auparavant, il avait été licencié des usines Chausson de Gennevilliers. Il y travaillait depuis 18 ans, sept à huit tonnes lui passaient chaque jour entre les mains, puis ce fut la maladie et de nouveau le travail : déplacé de poste en poste, jusqu'au jour où les exploiteurs, ayant complètement épuisé sa force de travail, le jetaient au rebut.

Il est pleinement justifié l'absentéisme de l'ouvrière épuisée par les doubles journées et celui de l'OS qui travaille en 3 X 8, sur une chaine dont la cadence ne cesse d'augmenter.

Au nom de la «solidarité» et de «l'effort national», la bourgeoisie voudrait culpabiliser les travailleurs, elle ajoute la pression morale à la répression ouverte des médecins-flics. Cette solidarité n'existe pas et le droit à la santé des travailleurs doit faire l'objet d'une bataille de classe intransigeante. Au fond, il faut choisir : ou bien la santé de la Bourse, ou bien la santé des travailleurs, pas de conciliation possible !

La bataille immédiate contre les contrôles médicaux patronaux doit être menée avec vigueur. Mais on ne saurait lutter véritablement pour la santé du peuple, sans lutter pour détruire le capitalisme qui se nourrit de la sueur et du sang des travailleurs.

P.M

Foyers Sonacotra

LA QUATRIEME ANNEE DE LUTTE !



Calendrier réalisé par la commission culturelle du Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.

La lutte des résidents des foyers Sonacotra rentre dans sa quatrième année pour certains foyers. C'est une grève d'une ampleur et d'une durée inégalée dans la longue lutte des travailleurs immigrés contre le racisme et les conditions de vie et de travail en France. C'est pourquoi, il est important d'en faire le point.

Le 2 décembre 1977, la Chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris confirmait le non-lieu rendu le 12 septembre 1977 à propos de la plainte déposée par le Comité de coordination contre la Sonacotra pour augmentations abusives de loyers alors que les prestations de service avaient été bloquées au 31 décembre 1971.

En clair, la justice bourgeoise refuse de condamner la Sonacotra parce que cela reviendrait à condamner le gouvernement (trois ministères concernés par la gestion de la Sonacotra), mais elle reconnait implicitement que la Sonacotra a eu tort, mais... qu'elle ignorait la loi.

La direction de la Sonacotra lance de nouvelles attaques contre les résidents. Elle souhaite et a commencé à remplacer les ouvriers par des étudiants boursiers pour habiter les foyers. Pour cela, elle a conclu un accord avec le Centre international des étudiants et stagiaires (CIES) organisme qui prend en charge les étudiants stagiaires étrangers.

A Montreuil, les étudiants stagiaires se sont vite aperçus de ce qu'étaient les conditions de vie dans le foyer et ont rapidement dénoncé les conditions les liant à la Sonacotra. Ils ont notamment déclaré dans un tract : *«Nous dénonçons l'attitude patronale du CIES qui n'a rien fait pour résoudre nos problèmes et qui a tout fait pour nous contraindre à payer le loyer.*

«Nous nous élevons avec vigueur contre les mesures répressives (suspension de nos bourses) qui portent atteinte à nos droits les plus élémentaires.

«Nous exigeons l'annulation des mesures et le rétablissement de nos bourses, nous sommes suffisamment adultes pour gérer une bourse déjà insuffisante.

«Nous refusons d'être des pions dociles, des briseurs de grève aux mains de la Sonacotra».

Les étudiants stagiaires auraient dû être expulsés, suite à un arrêté d'expulsion en date du 12 décembre 1977. Mais la mobilisation des résidents du foyer de Montreuil (La Noue), d'autres résidents et des antiracistes ont empêché cela du moins pour le moment.

Les résidents des foyers Sonacotra n'échappent pas à la campagne raciste. Ainsi, au foyer de Bagnolet un résident a été trouvé mort, sans qu'on puisse élucider les circonstences de sa mort pour le moins suspecte.

Au même foyer, une alerte à la bombe a eu lieu dans la nuit du 19 au 20 décembre 1977. Les flics en ont profité pour visiter les lieux et fouiller les locaux. A Chelles, et Torcy, une alerte à la bombe a eu lieu aussi le 14 décembre 1977 à 20 h.

A La Garde dans le Var et à Strasbourg La Meinau, des coktails Molotov ont été lancés contre les foyers Sonacotra.

A Montois-la-Montagne, une bombe a explosé sous une voiture à proximité du foyer Sonacotra...

La combativité des résidents des foyers Sonacotra n'est sans doute pas étrangère à tous ces attentats.

Mais des succès ont été enregistrés. 14 des 18 délégués expulsés le 16 avril 1976 sont de retour en France.

La manifestation contre les mesures Stoléru organisée, à l'appel notamment du Comité de coordination a réuni 9 000 ouvriers français et immigrés.

Dernierement, des résidents de l'Essonne avaient porté plainte et demandé l'annulation d'une circulaire en date du 18 avril 1977, émanant de la préfecture. Le préfet exigeait des immigrés qu'ils fournissent un reçu de participation aux frais de gestion du foyer pour obtenir le renouvellement des cartes de séjour. Étant en grève des loyers, ils ne pouvaient l'obtenir et risquaient l'expulsion. Après de nombreuses manifestations et démarches, la requête a été annulée

Après le retour des expulsés, la réouverture des chambres [illegible], ce sont de nouvelles [illegible]oires des résidents unis et déterminés à continuer la lutte.

Vannes

10 000 PRODUCTEURS DE LAIT CONTRE LA TAXE DE CO-RESPONSABILITE

La très grande majorité des petits et moyens producteurs de lait sont aujourd'hui fermement opposés au paiement de la taxe laitière (voir page 26) que l'État et les dirigeants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) veulent imposer. Le 11 janvier dernier, à Vannes, 10 000 producteurs de lait l'ont une nouvelle fois massivement montré.

Venues essentiellement du grand Ouest, il y avait également de nombreuses et importantes délégations paysannes arrivées des quatre coins du pays. La manifestation était organisée par les Fédérations départementales de syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Loire-Atlantique, du Morbihan et du Finistère et les Centres de jeunes agriculteurs du Morbihan et de la Mayenne qui sont opposés à la politique pro-gouvernementale et favorable à la taxe laitière des dirigeants de la FNSEA et du CNJA. Le syndicat Paysans-Travailleurs soutenait la manifestation et y participait et un communiqué de la région Bretagne fut lu au meeting.

Cette manifestation est un événement important, tant du point de vue de la lutte contre la politique laitière de l'État et des trusts laitiers que du point de vue du mouvement syndical paysan.

Une étape dans la lutte

Depuis que la taxe est entrée en application, la mobilisation des producteurs concernés n'a cessé de s'étendre, et cela malgré les pressions de Debatisse sur les syndicats officiels départementaux et du gouvernement sur les laiteries pour qu'elles prélèvent la taxe. De nombreuses réunions ont eu lieu dans une majorité des départements concernés, souvent à l'initiative des militants ou des organismes du syndicat Paysans-Travailleurs. Plus de 100 000 signatures ont été déposées sur le bureau du ministère de l'Agriculture.

Des manifestations locales ont eu lieu auprès des laiteries coopératives ou privées pour faire obstacle au prélèvement.

Dans 18 départements, les laiteries ne prélèvent pas. On parle même de rembourser la taxe aux producteurs en février prochain, juste avant les élections législatives. Une mesures électoraliste de plus qui montre bien l'immense mécontentement que cette nouvelle ponction sur le revenu du petit paysan a provoqué.

Un événement sur le plan syndical

Le fait que des fédéra-

COMMUNIQUE DU COMITE DE PARTI -REGION BRETAGNE- DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient les revendications des petits et moyens producteurs de lait qui exigent :

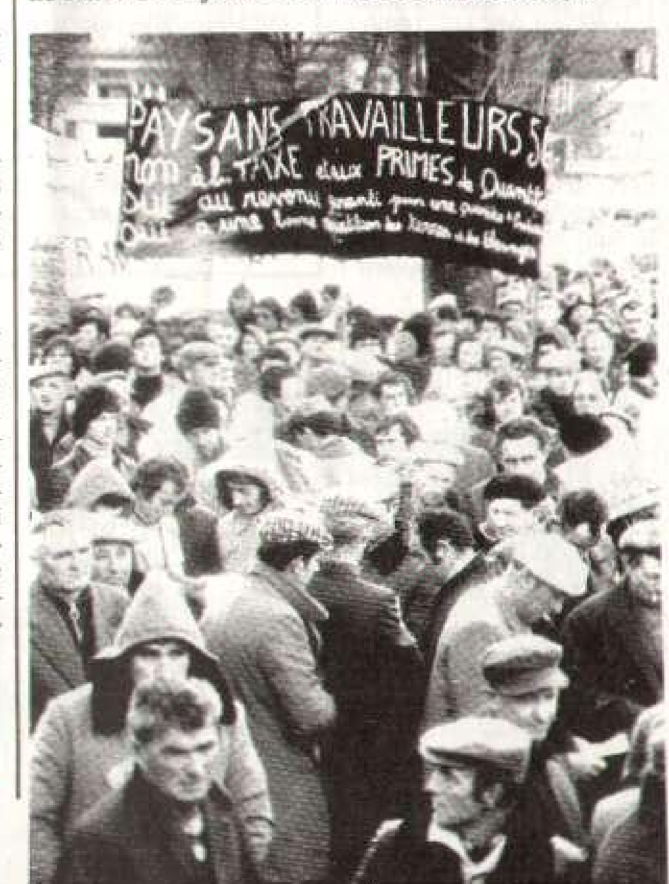
— La suppression de la taxe, la suppression des primes qui engraissent les plus gros, un prix du lait garantissant un revenu minimum et permettant le maintien à la terre de tous les petits paysans.

Il appelle la classe ouvrière et tous les travailleurs de la ville à soutenir ces revendications. Il appelle les petits et moyens paysans à s'unir pour lutter en alliance avec la classe ouvrière, à la fois contre le gouvernement et contre les firmes laitières, privées et coopératives.

Dénoncer la taxe, comme le font les partis bourgeois de gauche, PCF et PS, sans exiger la suppression des primes, le revenu minimum garanti pour les petits producteurs, et sans lutter contre les firmes laitières, c'est en réalité soutenir ces firmes et les gros paysans, c'est conduire les petits paysans à soutenir une politique capitaliste qui vise à leur élimination.

7 janvier 1978

La banderole Paysans-Travailleurs à la manifestation.





tions départementales s'opposent ouvertement à la politique de Debatisse et organisent, de façon indépendante de la FNSEA, un grand rassemblement national, le fait que ces fédérations demandent à négocier directement avec Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, tout cela constitue un événement qui marque un changement du rapport entre les différentes forces s'affrontant au sein de la FNSEA.

Certains dirigeants de ces fédérations départementales ne cachent pas leur sympathie pour le parti de Mitterrand, et certaines interventions, dans le meeting de Vannes, portaient la marque de cette orientation politique ainsi que le style même de la manifestation imposé, de fait, aux 10 000 agriculteurs.

Ces dirigeants développent l'illusion que les paysans peuvent faire front commun avec les trusts laitiers contre la taxe. On fait semblant d'ignorer que le but inavoué de la taxe est de financer la concentration de l'industrie laitière, on feint d'ignorer que ce sont les patrons d'un trust coopératif, l'Union laitière normande (ULN) qui ont soufflé la mise en place de la taxe au gouvernement et à Bruxelles. Les patrons des trusts privés ou coopératifs peuvent dormir tranquilles, même avec ces dirigeants de la FDSEA, ils pourront s'entendre.

C'est une taxe de 1,55 centime par litre de lait dont doivent s'acquitter les producteurs de lait, excepté les zones de montagne qui ont versé au Fonds de régularisation de marchés agricoles (FORMA) et qui doivent être retenus sur ce que payent les laiteries aux producteurs. La mise en place de cette taxe a été prétextée par de soi-disant excédents de lait, au niveau européen. En fait, il n'en est rien. Cette taxe doit servir à financer une politique d'exportation massive de produits laitiers, politique qui correspond au bon mot de Giscard : *«L'agriculture, c'est notre pétrole»*. Comme les grosses entreprises laitières privées ou coopératives ont, seules, la capacité de développer leurs exportations, elles profitent du financement de la taxe et cela aboutira à une concentration des firmes.

Quant au soi-disant excédent, il semble bien que les stocks français de beurre ne soient pas suffisants pour assurer la soudure d'ici mars prochain, au moment où la production laitière commence à augmenter. Les contradictions de cette politique, dite de coresponsabilité, sont flagrantes : d'un côté, les laiteries donnent des primes aux gros producteurs qui poussent à la productivité, de l'autre, on pénalise essentiellement les petits et moyens producteurs par une taxe. En réalité, la politique de la taxe est voulue par l'État et les trusts laitiers qui poussent à la productivité, à l'élimination des plus petits producteurs. Un rapport, encore tenu confidentiel, du ministère de l'Agriculture, indique d'ailleurs que l'État prévoit que cette politique devrait aboutir à l'élimination de 200 000 exploitations laitières d'ici 1981, soit 25 % du total.

Pour des syndicats paysans indépendants de la bourgeoisie

Faut-il chasser Debatisse et Cie qui collaborent avec la bourgeoisie monopoliste et l'État pour mettre à leur place des dirigeants liés à la bourgeoisie de gauche ? C'est le projet des dirigeants du Parti socialiste (PS) qui n'ont pas encore révélé toutes leurs intentions à ce sujet avant les élections.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est pas la mise en place de nouveaux dirigeants syndicaux, dits de gauche, c'est rejoindre les syndicats locaux, départementaux ou nationaux qui sont réellement indépendants des capitalistes et de l'État, les syndicats qui organisent les petits et moyens paysans pour la défense de leurs intérêts en prenant pour base les intérêts des plus pauvres, les syndicats où règne la démocratie, avec des délégués réellement élus par la base et révocables à tout moment par elle, en cas de non-application du mandat pour lequel ils ont été élus.

Lucien NOUVEAU

FECAMP

Quand on liquide la pêche

Fécamp, ville campée au creux de la falaise entre Dieppe et Le Havre, compte 22 000 habitants et 1 200 chômeurs. Fécamp est un port de mer.

A Fécamp existent trois sortes de pêches : morue, la pêche fraîche (harengs, maquereaux) et les coquillages. Il y a 20 ans, Fécamp comptait une vingtaine de terre-neuvas (1). Il y a cinq ans, elle n'en comptait plus que treize. Aujourd'hui, deux seulement restent en exploitation. Un autre est à vendre. Le «Dauphin» a cinquante quatre hommes d'équipage. L'autre terre-neuvas, le «Shamrock III» en a quarante trois. Les équipages sont réduits au minimum. La raison en est le coût d'exploitation. Mais un homme en plus ou en moins, c'est pour l'équipage moins ou plus de travail. Et puis il ne faut un médecin qu'au-dessus de soixante hommes.

Causes et conséquences

La recherche du profit maximum a conduit à une surexploitation des fonds de pêche et à la quasi-disparition de certaines espèces. Le sixième plan encourageait la construction de grosses unités, véritables dragues des mers. Les charges d'exploitation se sont accrues. Le prix du gas-oil a été multiplié par quatre par le gouvernement qui a supprimé en même temps les aides au carburant. Le pillage des eaux territoriales par des navires étrangers est loin d'être négligeable.

Les conséquences sont : l'extension par tous les États de leurs eaux territoriales de trois miles nautiques (5,4 km) à deux cents miles (370 km), les quotas-tonnages de prix limite attribué à chaque bateau. Mais il y a aussi la vente des bateaux ou le désarmement. A Fécamp, pour suppléer au manque de pêche, on importe la morue de Norvège et le hareng d'Islande.

A Fécamp, les marins qui n'ont pas d'embauche, s'en vont vers Dunkerque, Boulogne, Dieppe, se reconvertissent dans la marine marchande ou restent à terre. Certains pointent au chômage.

Un port de pêche, c'est aussi toute une activité industrielle (dorisserie (2), conserves, sel, réparations). Le déclin de la pêche entraine le déclin de ces industries. Certaines pour pallier cette situation, importent. Mais cela ne suffit pas à empêcher le développement du chômage : le chômage partiel existe, le remplacement du personnel n'a pas lieu. Les femmes sont les plus touchées.

A Fécamp, les quais sont vides. Alors on a développé la plaisance. Cinq cent places sont ainsi occupées dans un port désert. Mais cela n'empêche pas le chômage.

Il y avait André, pro... retraité, Jean, qui ... de la terre qui travaille sur le bateau quand il est à quai, René, saleur en activité et Gilbert, terre-neuvas retraité. Nous étions ... dans une cabine ... discutant en cauchois (3), et moi essayant de comprendre.

André : « Je suis entré à 14 ans comme mousse, c'est à dire que je lavais la morue et que je servais la gamelle. Le mousse, c'est aussi le souffre-douleur de l'équipage. Après je suis passé décolleur, c'est à dire que je coupais la tête des morues. A la fin de ma carrière, je suis passé maître d'équipage.

« La vie à bord, on marchait par la ... J'ai fait vingt-sept campagnes de Terre-Neuve, soit 375 semaines de navigation. J'ai fait quatre ans de charbon, puis les autres et seulement deux ans de pêche arrière. Il y a trois bordées par bateau deux sur le pont, puis une au repos. On travaillait douze heures puis on avait six heures de repos pendant lesquelles on devait manger. Ca faisait dix-huit heures de travail par jour et ceci pendant trois à quatre mois d'affilée.

Pour moi, mes vingt ans de Terre-Neuve, c'est vingt années de bagne. »

René : « Je suis saleur sur le Shamrock III. C'est un point déterminé pour la pêche classique, c'est à dire que le chalut est ramené par le flanc du bateau. Tous les hommes de bordées travaillent sur le pont dans l'eau, dans les embruns, la neige, la glace et les tempêtes. Mais moi, je suis saleur, donc je travaille en cale. Je répands le sel sur la morue. Mon ... est d'un peu plus de 2 000 F par mois. On a en plus la part de poisson. Mais elle varie beaucoup en fonction du tonnage pris. Nous faisons deux voyages par an, ce fait huit mois de travail. »

Le travail reprenant, j'ai dû arrêter la discussion mais René m'a dit de revenir en avril au retour de la première campagne. J'irai.

Fanch Le Gwen

(1) terre-neuvas : bateau de pêche faisant les campagnes au large de Terre-Neuve et de l'Islande.
(2) dorisserie : fabrication de petits canots.
(3) cauchoix : dialecte du Pays de Caux.
(4) équipes.





En bref

Une conséquence de l'émigration

220 000 enfants algériens de moins de 16 ans vivent en France. 140 000 sont dans l'enseignement primaire, et 40 000 dans le secondaire. Si presque tous les enfants en âge de l'être sont scolarisés, les statistiques indiquent que la majorité souffre de retards scolaires. Par exemple, à Marseille, on estime que 14 % des jeunes Algériens scolarisés quittent l'école analphabètes et que 65 % accusent un retard scolaire d'au moins un an. Une enquête effectuée en 1973, dans les Hauts-de-Seine (banlieue parisienne), indiquait que 72 % des enfants algériens avaient au moins un an de retard et que 35 % avaient deux ans de retard.

Ces retards, déjà sensibles dès les classes élémentaires, ne font que s'accentuer dans la suite de la scolarité. Les enfants d'immigrés sont totalement absents dans le second cycle long. Ces constatations concernant les enfants algériens s'appliquent à l'ensemble des enfants d'immigrés.

Les causes de ce retard tiennent au fait que ces enfants sont ceux d'ouvriers, donc défavorisés par rapport à ceux des bourgeois, que d'autre part ils sont déracinés de leur pays et de leur culture.

Pollution

Du 10 au 14 janvier s'est tenu un colloque international sur la pollution en Méditerranée. Les conclusions de ce colloque sont nettes : la Méditerranée est malade de la pollution. Si des mesures ne sont pas prises rapidement, indiquent les experts, le mal pourrait bientôt devenir incurable.

90 % des eaux usées de 120 villes côtières sont déversées en Méditerranée. Des maladies sont alimentées en permanence par ce type de pollution. C'est le cas de l'hépatite virale, de la dysenterie, de la typhoïde, de la poliomyélite qui existent à l'état endémique. Des épidémies de choléra sont enregistrées régulièrement dans les pays riverains.

D'autre part, des milliers de tonnes de polluants chimiques sont charriés par les vents. Des navires, et en particulier les pétroliers, déversent quotidiennement en mer des tonnes de déchets. La concentration des produits chimiques toxiques (mercure, etc.) qui sont absorbés par les poissons et les crustacés constituent un danger pour l'homme, si l'accumulation de ces produits dans la mer continue.

Tel est donc le cri d'alarme poussé par ce colloque.

Comment sont recrutés les truands du patronat

Répondant à une annonce parue dans deux journaux marseillais, offrant des emplois à des *«ex-commando ou parachutistes»*, un habitant de Marseille s'est présenté chez l'employeur qui embauchait.

Celui-ci lui a présenté le travail ainsi : *«Nos activités sont des affaires, des missions. Vous ferez des stages d'entraînement très sérieux. Entraînement physique, de combat, tir, formation élémentaire en criminologie»*. Parlant de la possibilité de travail chez Dassault, l'employeur continuait ainsi : *«Il s'agit de surveiller l'entrée de l'entreprise, de contrôler les identités. Dans les moments de pagaille, il y a des tâches un peu différentes... contre les piquets de grève, par exemple. Dassault est d'ailleurs une des rares entreprises qui a réussi, grâce à des services comme le nôtre, à éliminer les semeurs de bordel...»*.

Après avoir indiqué au chercheur d'emploi qu'il travaillait en contact avec les Renseignements généraux, le directeur-recruteur lui dit pour finir : *«Attention aux armes ! Vous en emporterez une, mais ne vous devez pas vous en servir... Nous vous montrerons comment, avec un simple bâton, on peut faire beaucoup de choses»*.

Voilà donc, comment par l'intermédiaire de sociétés de gardiennage, le patronat recrute ses milices et ses truands qui, dans certains cas, font bien usage de leurs armes.

Après la rupture de l'Union de la gauche
Trois courants d'opposition interne

Le PCF écartelé

La rupture des négociations entre les dirigeants du PCF et ceux du PS, en septembre dernier, la désunion de la gauche ont entrainé, fait nouveau, l'apparition publique de trois courants oppositionnels internes au sein du PCF. Cela est un reflet des difficultés croissantes rencontrées par la ligne révisionniste de Marchais : à tel point que les dirigeants du PCF, eux-mêmes divisés, en sont venus à tolérer la manifestation publique de ces divergences.

Les têtes de file de ces courants ont pour nom Ellenstein pour le premier, Althusser et Balibar pour le second. Quant au troisième, il signe sous un pseudonyme, Max Pierrat.

Un pas en avant

Le courant Ellenstein s'est exprimé publiquement, par la parution d'un texte signé de trois membres parisiens du PCF, publié dans le journal trostkiste Rouge et dans le magazine Politique Hebdo.

Ellenstein est bien dans la ligne officielle du XXIIéme congrès du PCF, le congrès de l'Union du peuple de France et du reniement de la dictature du prolétariat. L'expérience a montré que Ellenstein se trouve toujours être un pas en avant dans le sens de la trahison. On peut dire que ce que proclame Ellenstein lui est soufflé par le Comité central, qui, peu après, reprend, à son compte ce qu'Ellenstein annonce aujourd'hui en «franc-tireur».

C'est ainsi qu'Ellenstein avait, de fait, annoncé le reniement de la dictature du prolétariat, peu avant que Marchais ne reprenne officiellement cette idée.

Aujourd'hui, ce courant propose de ne pas oublier la tactique du PCF, dite d'Union du peuple de France, qui doit être maintenue en parallèle avec le développement de l'Union de la gauche. Le texte en question propose d'élargir les relations du PCF au mouvement autonome des femmes et des écologistes; d'impulser une union à la base avec les militants du PS, dans les quartiers et les entreprises ; de contribuer activement à renouer au plus vite les accords avec le PS.

Les althussériens

L'influence d'Althusser et de Balibar, au sein du PCF, semble se réduire à quelques cercles d'intellectuels, notamment dans l'UEC, union des étudiants du PCF. Sur le plan théorique, ce courant affiche plusieurs positions correctes sur la dictature du prolétariat et sur la nature de l'URSS. Mais leurs propositions politiques concrètes sont à l'opposé de leurs analyses puisqu'elles consistent à suivre la direction révisionniste du PCF en cherchant en somme à raisonner cette clique.

Leur tactique dans l'immédiat s'exprime dans un texte signé de militants de l'UEC de la Sorbonne et aussi dans la conférence tenue par Balibar à Bordeaux, devant les militants de l'UEC, peu après la conférence nationale du PCF des 7 et 8 janvier.

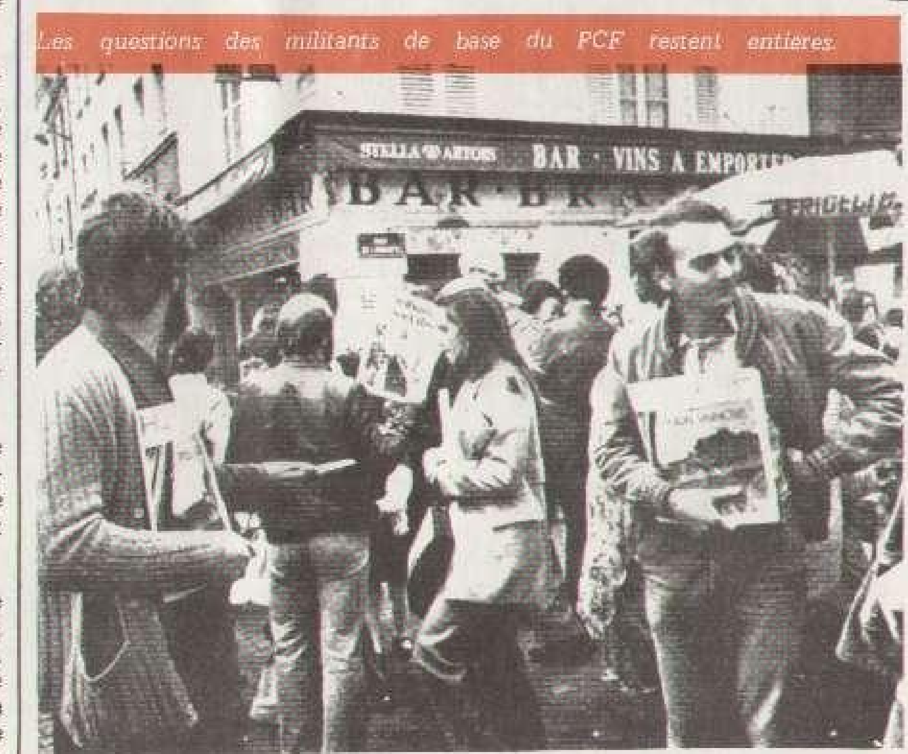
Ils appellent eux aussi à ne pas oublier l'Union du peuple de France qui ne doit pas être à leurs yeux *«un agrégat d'organisations politiques... soutenu par un agrégat d'organisations syndicales»*. Ils appellent à une *«politique d'alliance à large base de masse populaire»*.

Une dangereuse ambiguité

Quant au troisième courant oppositionnel, il est, sous certains aspects, peu clair.

Dans ces textes signés du pseudonime Max Pierrat, on ne trouve pas une seule fois les mots XXIIéme con-

Les questions des militants de base du PCF restent entières.



grès, Union du peuple de France, Programme commun. La critique se veut radicale et en dehors de la ligne officielle du PCF. Les textes appellent (ce que ne font pas les autres courants) à la constitution d'une opposition organisée et coordonnée, au sein du PCF pour le moment, sans trop préjuger de l'avenir.

Ce courant propose, lui aussi la création de «comités d'unité populaire».

Mais il est le seul à caractériser le PCF de *«parti réformiste» mais «potentiellement révolutionnaire».* Il refuse l'abandon de la dictature du prolétariat et aussi *«la prise de distance ambigue avec les pays socialistes et l'URSS»* qualifiée *«d'abandon de principe et de fait (qui) ont concrétisé la transformation du PCF en parti de programme commun».*

Cette dernière position est très inquiétante dans la mesure où elle rapproche l'orientation de ce courant d'un journal prosoviétique connu. En effet, il existe déjà, depuis longtemps, un courant interne (et externe) au PCF, regroupé autour du journal prosoviétique «Le Communiste». Or, ce «Communiste» parle de dictature du prolétariat comme en parle Moscou, condamne l'eurocommunisme d'Ellenstein, comme le fait Moscou, qualifie l'URSS de socialiste et en prend la défense.



Marchais quitte le siège du PCF au soir de la rupture de l'Union de la gauche. C'est l'échec d'une ligne imposée depuis le 22e congrès.

Un point très important est de voir que ce courant ne refuse pas à priori la possibilité de créer un nouveau parti.

A cette question, les textes répondent : *«La question est posée.»*

C'est un fait qui prend toute son importance, quand on sait qu'en Espagne par exemple, l'URSS a travaillé activement à la création d'un parti prosoviétique, en créant une scission au sein deu parti euro-communiste de Carrillo, le PCE.

En ce qui nous concerne, nous n'assimilerons pas les militants qui peuvent suivre ces deux derniers courants avec les positions de leurs chefs de file, mais nous leur tendons la main sur la base de leur volonté de mener la lutte de classe.

Philippe LECLERQ

LA LIGNE DE DEMARCATION

La dictature du prolétariat est une ligne de démarcation très nette entre les communistes et les sociaux-démocrates bourgeois.

Lénine disait que c'était la démarcation de classe entre le marxiste et le bourgeois. Dans ce sens, les Ellenstein et les Althusser sont bien les hommes d'une ligne bourgeoise, tout comme les Marchais et Leroy.

Ellenstein et Althusser volent au secours de la ligne officielle du PCF aujourd'hui en échec, dans l'impasse. Ils proposent des comités d'unité à la base pour renforcer cette ligne politique, pour renforcer l'Union de la gauche et le PCF au sein de l'Union de la gauche.

Aux militants de base du PCF de bien réfléchir à cela : vous qui vous posez des questions sur les causes de l'échec où vous a menés la ligne de votre Comité central, êtes-vous prêts à refaire la même expérience suicidaire, mais enjolivée de quelques comités de soutien au Programme commun ?

La position face à l'URSS est aussi une ligne de démarcation claire, tout aussi importante à l'heure actuelle. Aussi quand le 3e courant oppositionnel parle de dictature du prolétariat, il propose de fait l'abandon de la tactique actuelle d'Union du peuple de France et même, à terme, il peut proposer la création d'un autre parti, peu clair sur l'attitude face à l'URSS.

Or, il s'agit là d'un point important, car il ne suffit pas de parler de dictature du prolétariat en l'air. C'est au nom de la dictature du prolétariat que Brejnev enferme les opposants dans les goulags. De même que personne ne parle autant de défense de l'Union soviétique et de dictature du prolétariat que les gouvernements oppresseurs d'Europe de l'Est.

L'URSS aujourd'hui n'est plus un pays de dictature du prolétariat, mais de dictature d'une nouvelle bourgeoisie, qui enferme quelques milliers d'opposants dans les camps de concentration, envahit la Tchécoslovaquie, intervient militairement en Afrique...

Là aussi, à vous, militants de base du PCF de bien réfléchir. Nous avons que ce n'est pas non plus ce «socialisme des goulags» que vous voulez.

Alors que faire ? Rejeter sans hésitation tous les chefs de file révisionnistes, tous ceux qui ont révisé et dénaturé le marxisme, et s'unir à ceux qui mènent la lutte contre le capital monopoleur et les deux superpuissances de façon conséquente.

Il y a 10 ans, des militants exclus du PCF, parce qu'ils avaient précisément rejeté le révisionnisme, fondaient le Parti communiste marxiste-léniniste de France. C'est là le parti de la révolution, c'est votre parti.

La convention du PS sur la défense

La confusion subsiste

Dimanche 8 janvier, se tenait à Paris une convention nationale du PS sur la Défense. Bien que les débats aient été souvent confus, cette convention permet néanmoins d'y voir un peu plus clair sur les différentes options existant au sein du PS sur les problèmes de défense.

C'est un texte pour le moins contradictoire qui est sorti de deux journées de dicussions acharnées.

Certains amendements, votés à la majorité disent par exemple, exactement le contraire de la motion finale, également votée à la quasi-unanimité. Sur l' arme nucléaire, le texte final précise qu'elle serait maintenue en l'état (c'est à dire actualisée au fur et à mesure des progrès techniques) tant que le problème du désarmement nucléaire général ne serait pas résolu, alors qu'un amendement, voté, limite le maintien de la force de frappe à cinq ans.

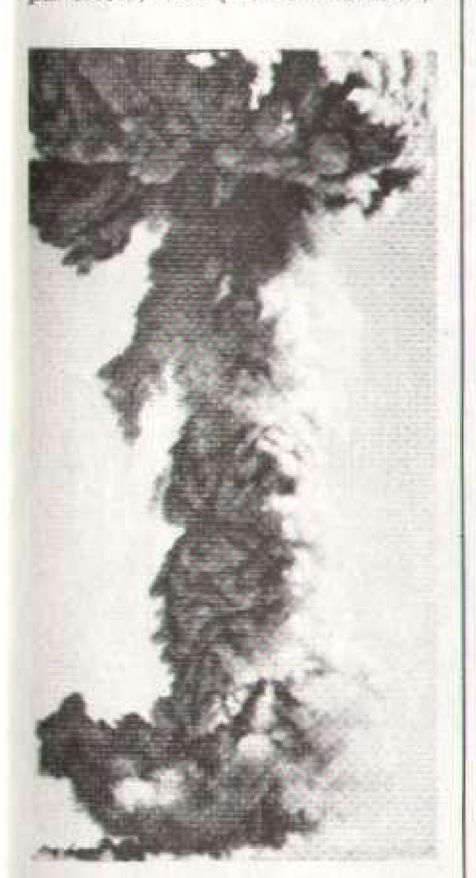
Trois courants se disputaient sur trois problèmes principaux. L'arme nucléaire, la définition des menaces, l'Alliance atlantique. C'est sur le premier point que se définissait le premier courant, les antinucléaires inconditionnels. Très actifs, ce sont eux qui ont fait adopter les amendements.

Le CERES, pour sa part défendait une position très proche de celle du PCF : renforcement de l'arme nucléaire stratégique qui deviendrait le pivot principal de notre défense, rupture des systèmes d'alliance, c'est à dire sortie du Pacte atlantique et isolement militaire de la France derrière l'arme nucléaire, nouvelle ligne Maginot. Sur ce point particulier, la convention a été marquée par une violente polémique entre Mitterrand et Chevènement, l'orateur du CERES.

Parlant au nom du courant majoritaire, Mitterrand préconisait, tout en souhaitant pour l'avenir la création d'une défense intégrée européenne, le maintien de la France dans le Pacte atlantique : *«Au-delà d'un certain degré d'affrontement a-t-il dit, il est illusoire de prétendre à «la France seule» (...) Les socialistes acceptent de ce fait le maintien dans l'Alliance atlantique. Dans l'hypothèse d'une agression caractérisée contre les pays avec lesquels elle a formé un pacte d'assistance mutuelle, la France remplira les obligations qui en découlent».*

Pour sa part, Chevènement, tout comme l'Humanité du lendemain, qualifiait cette position de pro-américaine. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le CERES avait à l'origine cosigné le document préparatoire. Ce n'est qu'après la visite de Carter et la campagne du PCF dans «L'Humanité» contre l'«atlantisme» de Mitterrand, qu'il a changé sa position et attaqué le texte qu'il devait à l'origine coprésenter à la convention.

A la suite d'une série de votes houleux et de motions contradictoires, le texte majoritaire a été adopté à la quasi-unanimité. Les principaux points en sont : proposition pour un désarmement nucléaire généralisé, en attendant, maintien en l'état de la force de frappe, organisation d'un référendum sur la question et enfin, maintien de la France dans l'Alliance atlantique. La discussion n'est pas close pour autant.



Explosion d'une bombe atomique.

L'arme nucléaire et l'alliance atlantique

Que signifie, en dernier ressort, la position du CERES ? Isoler militairement la France derrière une défense basée sur l'arme nucléaire stratégique, cela revient à lui retirer toute possibilité de riposte face à une agression classique. Dans le cas d'une agression soviétique classique, beaucoup de spécialistes se demandent si le gouvernement oserait utiliser l'arme atomique contre le territoire soviétique, en courant ainsi le danger d'une riposte de même nature ? Quelle indépendance aurait d'autre part une France seule, non-envahie mais cernée de toute part dans le cas d'une occupation soviétique de l'Europe ?

Quant à nous ce n'est pas à telle ou telle arme que acceptons de confier notre défense, mais à la mobilisation du peuple, seule force capable de défendre effectivement l'indépendance nationale. Quand à la question des alliances nous pensons qu'il faut l'envisager en ayant à l'esprit la tactique de l'URSS qui consiste à reprendre le principe d'Hitler : attraper les pays les uns après les autres et en les endormant par la détente.

C'est pourquoi, nous ne nous prononçons pas pour le retrait de la France du Pacte atlantique, ni pour la désagrégation de celui-ci, et ce, tant qu'existe en face, un autre bloc surarmé le Pacte de Varsovie.

Bientôt en France

SIX FILMS CHINOIS

Un cinéma révolutionnaire qui est aussi un art

A partir du 25 janvier, à Paris, et en février dans plusieurs villes de province, vont être programmés six films chinois. C'est à l'initiative du studio St-Séverin, de Paris, que cette nouvelle programmation a lieu. Un représentant de ce studio a pu choisir librement en Chine ces six films, parmi une grande quantité d'œuvres en provenance de régions très diverses. Ces films qui datent d'avant la Révolution culturelle, avaient été interdits sous l'influence de la bande des Quatre.

Nous avons pu assister à la projection de deux d'entre eux «Le détachement féminin rouge» et «Les fleurs rouges de Tienchan».

Un contenu révolutionnaire

«Le détachement féminin rouge» n'a rien à voir avec un film précédemment projeté en France. Il raconte l'histoire de la jeune esclave d'un propriétaire foncier dans l'île de Hainan en 1930. Très durement opprimée, elle se révolte et lutte contre sa condition, de manière individuelle et connait des échecs successifs. Les événements la mettent en contact avec un membre du Parti communiste qui l'envoie, comme elle-même le souhaite, dans une région libérée de l'île où se trouve un détachement de femmes de l'Armée rouge.

Là, elle va participer aux combats de ce détachement de l'Armée rouge, aux joies et aux tragédies, aux difficultés de la vie et du combat révolutionnaire. Elle deviendra une combattante de la révolution et du communisme.

L'action des «Fleurs rouges du Tienchan» se passe après la Libération dans la steppe tout à fait à l'ouest de la Chine. Le film raconte la vie dans une commune populaire et en particulier la lutte entre ceux de ses membres qui veulent poursuivre dans la voie de la collectivisation et du socialisme conduits par une jeune dirigeante nouvellement élue, et une poignée de ceux qui veulent retourner à l'ancienne société dans laquelle ils étaient privilégiés.

Ce film montre aussi la lutte des femmes pour leur libération contre les idées féodales à leur égard.

Ces deux films donnent une grande importance à la libérattion de femmes qui ont dans les deux films les rôles principaux.

Des films plein de vie

Ces films possèdent une qualité qui nous a étonnés et qui est essentielle à la création artistique : la vie. Celle-ci est présente par les émotions et les sentiments : la joie, la fantaisie, la tristesse, les larmes ou la colère animent les personnages. Il y a dans ces films une spontanéité, un mouvement qui en sont un des attraits primordiaux.

Le jeu des acteurs exprime ces émotions, ces sentiments avec un naturel et une justesse que nous n'attendons pas. Il n'y a là rien de comparable avec le jeu théâtral de certains films déjà vus.

L'image de ces deux films est d'une qualité rare. Les décors intérieurs et extérieurs ont fait l'objet d'un véritable travail de composition, tout à fait comparable à la peinture. La lumière est particulièrement travaillée. Par exemple, dans certains plans tournés à l'extérieur, l'utilisation de fonds de brume et d'arrière-plans flous donnent à l'image une luminosité qui n'est pas sans rappeler le travail de certains grands peintres paysagistes.

Il y a également dans ces films, un sens de l'espace tout à fait remarquable. Le second particulièrement, s'y prête à merveille. La beauté des grands espaces, des courses de troupeaux et de chevaux, les paysages grandioses de la montagne du Tienchan

Il faut aller voir ces films qui attestent de l'existence en Chine d'un cinéma révolutionnaire qui est aussi un art.

Henri MAZEREAU et
Henri BERTHAULT

Nan Pa-tien, le propriétaire terrien esclavagiste, est arrêté par le détachement féminin rouge.

